

PALESTINE – SOLIDARITÉ

<http://www.palestine-solidarite.org>

Journal de Libye

N° 14 du 07 au 19.04.2011

Par C.De Broeder & M.Lemaire

a) Le "Journal d'Iran" est visible sur les blogs :

<http://journaldeguerre.blogs.dhnet.be/>

<http://journauxdeguerre.blogs.lalibre.be/>

b) sur le site de Eva Resis : no-war.over-blog.com

c) sur le site de Robert Bibeau : <http://www.robertbibeau.ca/palestine.html>

d) Et sur le site Palestine Solidarité : http://www.palestine-solidarite.org/Journaux_libyens.htm

NB : Si vous voulez-me contacter ou obtenir le Journal par mail une seule adresse : fa032881@skynet.be

Sommaire de la lutte pour la libération du territoire.

Tiré à part

Tiré à part :

L'OTAN, accusée d'utiliser des armes contenant de l'uranium 'faiblement' enrichi, en Libye.

Manlio Dinucci : Les « volontaires » arment les rebelles et intensifient les raids aériens.

Moscou dénonce les entorses à la résolution 1973 Cheikh Diop : Les Africains piégés dans le fief de Kadhafi.z

Des sérieuses divergences sur la conduite de l'intervention militaire en Libye existent.

Les grandes manœuvres.

Kadhafi doit partir", réclament Sarkozy, Obama et Cameron.

2 Paroles & action du président Obama

Obama reconnaît un enlèvement militaire en Libye.

3 Politique

3-1 France

Les grandes manœuvres

B.H.Lévy : La communauté internationale doit contraindre Kadhafi à quitter le pouvoir.

3-2 Pays Africains & voisins

Ouganda

L'Afrique doit être décisive face à l'intervention militaire étrangère.

3-3 Les institutions

Otan

L'OTAN, accusée d'utiliser des armes contenant de l'uranium 'faiblement' enrichi, en Libye.

3-4 Europe

1 Belgique

2 Russie

4 Médias et Manipulation de l'opinion / Vidéos

4-1 "Bernard Henri Lévy est allé en Lybie pour rencontrer des...

5 Dossier

5-1 Thierry Meyssan : La Libye et la nouvelle doctrine stratégique US.

5-2 Sadek Belhocine : Coalition internationale : il est impossible d'imaginer que la Libye ait un avenir avec Kadhafi.v

6 Courrier des lecteurs & trouvé sur le net & témoignage

6-1 Non à l'engrenage militaire ! Arrêt des bombardements, Cessez-le-feu.Oui aux solutions politiques

6-2 Manifestation anti-guerre, aux États-Unis .

6-3 Ikram GHIOUA : La voisine d'El Gueddafi raconte.

7 Analyse - Géopolitique et stratégie – Réflexion

7-1 Comaguer: « Affaires » libyennes.

7-2 Libye, Côte d'Ivoire, Sarkozy : Le « come-back » des neo-cons ?

attaques aériennes ne suffisent pourtant pas et le « Groupe de contact » demande qu'elles soient intensifiées. Tandis que le secrétaire général de l'ONU déclare, à la réunion de Doha, être « préoccupé par la situation humanitaire en Libye ».

Manlio Dinucci

Manlio Dinucci est un collaborateur régulier de [Mondialisation.ca](http://mondialisation.ca).

Articles de Manlio Dinucci publiés par Mondialisation.ca

Edition de vendredi 15 avril 2011 de ilmanifesto.it

<http://www.ilmanifesto.it/area-abbonati/in-edicola/manip2n1/20110415/manip2pg/04/manip2pz/301367/>

Traduit de l'italien par Marie-Ange Patrizio

URL de cet article: <http://www.mondialisation.ca/index.php?context=va&aid=24352>

Moscou dénonce les entorses à la résolution 1973

L'interprétation fantaisiste de [la résolution de l'ONU sur la Libye](#) faite par certains pays occidentaux participant à l'opération contre le régime Kadhafi est inacceptable, estime le représentant de la Russie auprès de l'OTAN, Dmitri Rogozine.

"Etant donné que l'OTAN s'est chargée de la mise en œuvre de la résolution 1973, nous nous intéressons à la façon dont nos partenaires la comprennent", a indiqué le diplomate dans une interview accordée au quotidien russe Izvestia.

"Il semble que certains pays occidentaux (...) trouvent dans ces documents ce que ceux-ci ne comportent pas. Une interprétation fantaisiste de ce type est absolument inacceptable", a souligné M.Rogozine.

Selon lui, cette mésinterprétation est à l'origine des frappes régulières portées contre les infrastructures libyennes.

"En conséquence, la Libye s'est retrouvée au bord de la catastrophe humanitaire, ce qui contredit toutes les résolutions adoptées pour minimiser les souffrances de la population libyenne", a déclaré M.Rogozine.

Le 17 mars, le Conseil de sécurité de l'Onu a adopté une résolution prévoyant la mise en place d'une zone d'exclusion aérienne au-dessus du pays et autorisant le recours à la force pour protéger la population libyenne des troupes du colonel Kadhafi.

L'opération internationale contre le régime libyen a débuté le 19 mars. [Le 31 mars, l'Otan a pris le commandement des opérations.](#)

15/04/2011

Cheikh Diop : Les Africains piégés dans le fief de Kadhafi.

Sans aide ni moyen de transport, de nombreux Africains se trouvent bloqués à Sebha. Cette grande ville du Sud libyen, fief de Kadhafi, est la cible de bombardements.

Au début étaient l'angoisse, les exactions, voire les violences meurtrières, consécutives à la présence supposée ou réelle de mercenaires noirs en Libye.

Aujourd'hui, les immigrés africains font face à un péril d'un tout autre ordre: ils sont pris au piège, directement ou indirectement, par les bombardements de la coalition internationale.

Certains n'avaient pas voulu rentrer pour diverses raisons. Mais c'est surtout, pour le gros du contingent, un défaut de moyen de transport qui les empêche de quitter cette zone tampon entre la Libye et l'Afrique subsaharienne pour rentrer dans leur pays.

«Rien ne va plus. Il y a les bombardements et tout est devenu cher. Nous vivotons et on ne sait pas qui va nous aider.»

Telle est la plainte de Stéphan Noupa, ressortissant camerounais joint à Sebha. La principale ville du Sud, fief de la tribu des Kadhafa à laquelle appartient le Guide libyen, a été bombardée dans la nuit du dimanche 27 au lundi 28 mars 2011 avec, à la clef, des dizaines de mort et blessés. Les semaines précédentes, plusieurs pays avaient envoyé des avions pour évacuer leurs ressortissants. Mais la plupart des avions décollaient de Tripoli. Il fallait d'abord trouver une voiture pour parcourir les quelque 750 km séparant la capitale de Sebha pour espérer prendre un vol. Depuis la pluie de bombes visant les camps et dépôts d'armes de Sebha, le trafic civil aérien n'est désormais possible qu'à partir de la Tunisie. Ceux qui sont coincés à Sebha n'ont d'autre alternative que de se jeter sur les routes du désert pour gagner les frontières du Sud:

«Pour s'échapper d'ici, il faut trouver un bon chauffeur, qui puisse vous convoier à la frontière nigérienne ou tchadienne», se désole Stéphan Noupa.

Son compatriote Benoit Ayissi ne trouve pas de mots assez durs pour dénoncer l'attitude du gouvernement camerounais. *«La plupart des pays ont envoyé des avions ou affrété des bus pour sortir leurs citoyens d'ici. Nous sommes désolés de ce manque d'humanisme»*, fulmine t-il. Pour lui, même si on leur amenait des camions, ils les prendraient, à l'instar des Tchadiens partis dans un convoi de gros porteurs.

Complications administratives

Lamine Dramé, président de l'Association des Sénégalais résidant à Sebha, estime à plus de 1.000 personnes la colonie sénégalaise de la ville. Seuls 178 ont pu gagner Tripoli pour rentrer au pays à bord des deux vols affrétés par le gouvernement sénégalais. De leur côté, les Guinéens ont pu quitter Sebha pour la frontière tunisienne, à bord de bus mis à leur disposition par leur gouvernement pour ensuite rentrer dans leur pays par avion. Disposer d'un moyen de transport, même mis à disposition gratuitement, ne suffit pas. Pour quitter la ville et arriver à destination sans anicroches, il faut un visa de sortie, délivré par les services de sécurité sur demande des pays d'origine.

«*Ici, beaucoup ne travaillent plus, nos frères sont angoissés. Il y a eu surtout la terreur des bombardements. Je reviens ce matin même [mardi 29 mars, ndlr] de l'hôpital où j'étais au chevet de deux jeunes compatriotes blessés. L'un a eu une jambe cassée. Je peux vous dire qu'il y a eu plusieurs morts, même si je n'en connais pas le nombre parce que lors des frappes aériennes, les avions ont raté quelques fois leurs cibles pour atteindre les maisons.*»

Le dérapage est confirmé par Moussa Diawara, ressortissant malien. Cet électricien en bâtiment qui vit depuis onze ans dans la cité témoigne: «*Ce sont les camps qu'ils ciblaient, mais il y a eu des débordements avec ce pilonnage continu de 4h30 à 9 heures le matin. Sur un rayon de deux à trois kilomètres, j'ai vu des maisons effondrées, y compris des immeubles.*» Sans donner une estimation exacte, Moussa Diawara confirme qu'il y a eu de nombreuses victimes, libyennes pour la plupart, dont la nièce de son patron.

Moussa Diawara évoque «*une dégradation de la situation et un affolement généralisé*». Pour autant, il n'entend pas quitter Sebha. Il pense à sa famille «*laissée derrière*», c'est-à-dire au Mali. Mais il est pour lui impensable de s'aventurer sur les routes du désert où la mort pourrait aussi le surprendre.

«*Je ne vais pas courir vers la mort. Autant l'attendre, surtout ici, malgré la rumeur sur la présence de mercenaires noirs en Libye, "un montage de l'Occident".*»

Cheikh Diop

Slate, 05/04/2011

<http://www.slateafrique.com/1215/africains-bloques-dans-fief-kadhafi-libye>

Des sérieuses divergences sur la conduite de l'intervention militaire en Libye existent.

L'Otan va avoir jeudi à surmonter de sérieuses divergences sur la conduite de l'intervention militaire en Libye, au lendemain de la décision du Groupe de contact sur la Libye, réuni au Qatar, de créer un fonds d'aide à la rébellion. Les débats entre les ministres des Affaires étrangères des 28 pays de l'Alliance atlantique, qui ont dès le début de la crise libyenne le 15 février réagi contradictoirement, pourraient être difficiles, la France et le Royaume-Uni demandant que davantage d'alliés bombardent à leurs côtés les troupes de Muammar Kadhafi. À la veille de cette réunion à Berlin, jeudi et vendredi, le président français, Nicolas Sarkozy, et le Premier ministre britannique, David Cameron, sont tombés d'accord sur la nécessité d'accroître "la pression militaire" sur Kadhafi, qui "reste déterminé à maintenir son effort de guerre contre sa propre population". La secrétaire d'État américaine, Hillary Clinton, qui doit également participer à la réunion, a dénoncé, quant à elle, les "attaques sauvages et continues" du régime Kadhafi contre des civils et de "nouvelles atrocités", faisant état d'informations selon lesquelles ses forces ont fait usage d'artillerie et de mortiers contre des zones résidentielles de Misrata (ouest) et coupé l'eau et l'électricité dans la ville.

Lors de sa réunion mercredi à Doha, le Groupe de contact a souligné la nécessité de fournir aux rebelles qui tiennent l'est de la Libye les moyens de se défendre, tout en se refusant à inclure explicitement dans cette aide des équipements militaires. Une vingtaine de pays et d'organisations y ont participé, sous la coprésidence de la Grande-Bretagne et du Qatar, près de quatre semaines après le début, le 19 mars, d'une intervention militaire multinationale sous mandat de l'ONU. Selon le communiqué final, le Groupe de contact a décidé "la mise en place d'un mécanisme financier temporaire" pour doter le Conseil national de transition (CNT), organe politique de la rébellion, "des moyens pour gérer les aides et répondre aux besoins urgents" des régions contrôlées par la rébellion. Aucune indication n'a été donnée sur la dotation de ce fonds, mais la rébellion a indiqué qu'elle attendait que des fonds gelés dans le cadre des sanctions contre le régime Kadhafi soient mis à sa disposition.

Légitimité reconnue

Le Groupe a également reconnu le CNT comme le représentant "légitime" du peuple libyen et réitéré la nécessité du départ du colonel Kadhafi pour mettre un terme à la crise. Il a également décidé de fournir un soutien à la rébellion, y compris "un soutien matériel" dans le cadre des résolutions 1970 et 1973 de l'ONU, qui prévoient notamment un embargo sur les armes. Interrogés sur la portée de cette décision, les ministres britannique et italien des Affaires étrangères, William Hague et Franco Frattini, ont semblé diverger. Hague a évoqué la fourniture de moyens de communication, mais Frattini a estimé que "la résolution 1973 n'interdit pas de fournir des armes, des armes non offensives, des armes d'autodéfense". Le Premier ministre du Qatar, Hamad ben Jasssem ben Jabr Al-Thani, a souligné que "le peuple libyen a le droit d'assurer sa défense face aux attaques continues des forces pro-Kadhafi" et que "l'autodéfense nécessite des équipements, qui ne soient pas offensifs mais défensifs".

Le chef de la diplomatie française, Alain Juppé, a pour sa part précisé à propos du soutien aux rebelles qu'il était envisagé de "les aider à se financer, à se renforcer", mais qu'il "n'a pas été question de livraisons d'armes". La rébellion a indiqué qu'elle pourrait demander à certains États de la coalition internationale des armes "défensives" pour protéger les civils. Mahmoud Chammam, responsable de l'information au sein du CNT, a exclu que le Conseil finance l'achat d'armes grâce au nouveau fonds, assurant que ce dernier devrait "répondre aux besoins de base du peuple libyen". "Il est important que la coalition montre sa totale détermination à protéger les populations civiles, à faire cesser les sièges, dignes du Moyen Âge, de Misrata et Zentan (ouest), et à faire rentrer les troupes de Kadhafi dans leurs casernes", a indiqué une source française à l'issue de la réunion de Sarkozy et Cameron à Paris.

Les pays émergents hostiles

Les États-Unis qui avaient pris le commandement de la coalition dans un premier temps, avant d'annoncer le retrait de leurs appareils d'attaque au sol, ont révélé, mercredi, que des avions de combat américains bombardaient toujours la défense

aérienne libyenne. Les cinq pays émergents du Brics - Brésil, Russie, Inde, Chine et Afrique du Sud -, réunis jeudi à Sanya, en Chine, se sont prononcés contre l'usage de la force en Libye et au Moyen-Orient. Seule l'Afrique du Sud avait voté en faveur de la résolution de l'ONU ouvrant la voie aux frappes aériennes en Libye, les quatre autres pays - notamment la Chine et la Russie, membres permanents du Conseil de sécurité de l'ONU - s'étant abstenus, craignant des victimes civiles. Sur le terrain, les forces rebelles ont repris la ville stratégique d'Ajdabiyah (est), à 160 kilomètres au sud de Benghazi, théâtre de combats meurtriers ces derniers jours, mais les unités pro-Kadhafi y maintenaient leur pression. Deux fortes explosions ont retenti mercredi à Tripoli. L'Otan a annoncé qu'elle avait bombardé des dépôts de munitions près d'El Aziziya, à une vingtaine de kilomètres au sud-ouest de la capitale. Plus tôt, l'agence officielle libyenne avait fait état de raids aériens de l'Otan sur Misrata et El Aziziya (ouest) ainsi que sur Syrte, la ville natale du colonel Kadhafi, à 600 kilomètres à l'est de Tripoli. Le vice-ministre libyen aux Affaires étrangères, Khaled Kaaim, a indiqué mercredi soir que le Qatar fournissait des missiles antichars français de type Milan aux rebelles à Benghazi (est) et a accusé des éléments du Hezbollah libanais de combattre aux côtés des insurgés à Misrata. Le nouveau ministre libyen des Affaires étrangères, Abdelati Laabidi, doit rencontrer jeudi à Chypre son homologue chypriote, Marcos Kyprianou.

14/04

AP

Les grandes manœuvres.

Kadhafi doit partir", réclament Sarkozy, Obama et Cameron.

"Il est impossible d'imaginer que la Libye ait un avenir avec Kadhafi", estiment les trois chefs d'Etat dans une tribune commune.

Une tribune vue comme une **"insulte pour tous les Libyens"**, par la fille du leader libyen.

Nicolas Sarkozy, Barack Obama et David Cameron ont jugé, vendredi 15 avril dans une tribune commune "impossible d'imaginer que la Libye ait un avenir avec Kadhafi", dont la chute est désormais l'objectif avoué des alliés de l'Otan qui s'étaient réunis la veille à Berlin. Les trois dirigeants ont souligné la nécessité de continuer les opérations militaires pour accélérer le départ de Mouammar Kadhafi et permettre une transition.

"Il ne s'agit pas d'évincer Kadhafi par la force. Mais il est impossible d'imaginer que la Libye ait un avenir avec Kadhafi (...) il est impensable que quelqu'un qui a voulu massacrer son peuple joue un rôle dans le futur gouvernement libyen", écrivent les présidents français et américain et le Premier ministre britannique dans quatre quotidiens.

Pour accélérer le départ du numéro un libyen, ils estiment que "l'Otan et les partenaires de la coalition doivent maintenir leurs opérations afin que la protection des civils soit maintenue et que la pression sur le régime s'accroisse".

Les Etats-Unis ont toutefois refusé jeudi de revenir en première ligne en Libye.

"Des interventions ponctuelles"

Le ministre français des Affaires étrangères Alain Juppé a indiqué à la presse qu'il en avait parlé à la secrétaire d'Etat américaine Hillary Clinton, en marge de la réunion des chefs de la diplomatie de l'Otan à Berlin.

Mais les Américains, qui ont retiré une cinquantaine de chasseurs-bombardiers des missions d'attaque au sol le 4 avril, ont répondu qu'"ils continueront sur la même ligne, c'est-à-dire fournir des avions pour des interventions ponctuelles lorsque les moyens dont ils disposent sont particulièrement utiles", a expliqué Alain Juppé.

Le commandant en chef de l'Otan en Europe, l'amiral James Stavridis, a confirmé aux ministres avoir demandé il y a déjà plusieurs jours aux alliés de lui fournir "quelques avions", a indiqué le secrétaire général de l'Alliance atlantique Anders Fogh Rasmussen. Les Etats-Unis soutiennent notamment l'opération Protecteur unifié avec leurs moyens d'écoute et de surveillance, selon un responsable de l'Otan.

Avant la réunion de Berlin, Paris et Londres avaient claironné leur intention de presser les alliés d'"intensifier" les raids aériens en fournissant plus d'avions pour les raids. Aucun pays européen n'a répondu à cette demande bien que six Etats membres de l'Otan seulement sur un total de 28 autorisent leurs avions à effectuer des frappes air-sol.

Une "insulte pour tous les Libyens"

"Nous allons faire tout ce qu'il faut pour protéger les civils, et pas seulement en parole mais aussi en actions", a dit Anders Fogh Rasmussen, en soulignant que l'Otan avait déjà effectué 2.000 missions depuis qu'elle avait pris en main les opérations le 31 mars.

Les chefs de la diplomatie ont adopté une déclaration en trois points, qui devront être satisfaits avant qu'il puisse être question d'un cessez-le-feu.

Toutes les attaques contre les civils doivent cesser. Les militaires doivent retourner dans leurs casernes et se retirer de toutes les villes où elles sont déployées ou qu'elles assiègent, telles Ajdabiya, Brega, Misrata et neuf autres dans l'ouest comme dans l'est du pays. Enfin, une aide humanitaire doit pouvoir être fournie en toute sécurité à tous ceux qui en auraient besoin.

Dans cette même déclaration, l'Otan a "endossé fermement" l'appel au colonel Kadhafi à se retirer, lancé par le Groupe de contact chargé du pilotage politique de l'intervention internationale, réuni mercredi à Doha. C'est la

première fois que l'Otan se prononce aussi clairement et unanimement sur la nécessité du départ du pouvoir du leader libyen.

Aisha Kadhafi, fille du dirigeant libyen, a affirmé jeudi soir devant des centaines de jeunes partisans du régime que demander le départ de son père du pouvoir était une "insulte pour tous les Libyens". "Vous voulez tuer mon père sous prétexte de protéger les civils. Où sont ces civils ? S'agit-il de ceux qui portent des mitraillettes, des RPG et des grenades ?", a-t-elle lancé en allusion aux insurgés.

Al-Qaïda contre Kadhafi et contre l'Otan

A Washington, le président des Etats-Unis Barack Obama a loué jeudi l'émir du [Qatar](#) pour son aide essentielle dans le dossier libyen et son soutien au développement de la "démocratie au Moyen-Orient" en recevant le dirigeant de cette monarchie héréditaire.

Le Qatar a été le premier pays arabe, suivi par les Emirats, à participer aux opérations militaires pour faire respecter la résolution 1973 du Conseil de sécurité de l'ONU en Libye.

Le numéro deux d'Al-Qaïda, Ayman al-Zawahiri, a de son côté appelé les musulmans à se lever à la fois contre le régime libyen et contre les forces de l'Otan en Libye, dans une vidéo manifestation enregistrée avant l'intervention militaire de la coalition.

Sur le terrain, des avions ont survolé jeudi la capitale libyenne Tripoli, où de fortes explosions ont été entendues, suivies de tirs de défense anti-aérienne.

Lors d'un raid de la coalition, Mouammar Kadhafi a effectué une sortie dans les rues de Tripoli. Lunettes noires et chapeau, à moitié sorti de sa voiture par le toit ouvrant, il a salué les passants en levant les poings, selon les images diffusées par la télévision.

A Ajdabiya (Est), un violent échange de tirs a lieu entre les forces fidèles à Kadhafi et des rebelles, tandis que 13 personnes ont été tuées dans une offensive des pro-Kadhafi sur Misrata (à l'est de Tripoli), selon la rébellion.

[Nouvelobs.com](#) – AFP

<http://tempsreel.nouvelobs.com/actualite/les-revolutions-arabes/20110415.OBS1355/kadhafi-doit-partir-reclament-sarkozy-obama-et-cameron.html>

2 Paroles & action du président Obama

Obama reconnaît un enlèvement militaire en Libye.

Obama a déclaré vendredi qu'il existait un enlèvement militaire en Libye, tout en affirmant que la pression croissante sur Moammar Kadhafi le contraindrait à quitter le pouvoir.

Le dirigeant libyen est "serré de toutes parts", dit le chef de la Maison Blanche dans un entretien à l'Associated Press, assurant que Moammar Kadhafi commençait à manquer d'argent et de moyens logistiques.

S'il reconnaît un enlèvement sur le terrain, il souligne que la mission de l'OTAN en Libye a débuté il y a moins d'un mois. Il estime que le colonel Kadhafi sera au final contraint de quitter le pouvoir, et ne voit donc pas de raison de modifier la stratégie américaine dans ce conflit.

Le chef de la Maison Blanche ne juge ainsi pas nécessaire que les Etats-Unis reprennent une participation directe à la mise en place de la zone d'exclusion aérienne en Libye. Il rappelle le soutien apporté par Washington aux troupes de l'OTAN dans ce conflit, notamment dans les renseignements et le ravitaillement des avions de combat.

[Associated Press](#)

3 Politique

3-1 France

Les grandes manœuvres

[B.H.Lévy](#) : La communauté internationale doit contraindre Kadhafi à quitter le pouvoir.

nb : Ndlr : La publication de l'article ne signifie nullement que la rédaction partage le point de vue de l'auteur mais doit être vu comme information.

La communauté internationale doit "contraindre" le dirigeant libyen Mouammar Kadhafi à "quitter le pouvoir", a estimé lundi Bernard-Henri Lévy, en visite dans l'est de la Libye sous contrôle de la rébellion.

"Kadhafi n'acceptera pas (de partir), mais il faut probablement l'y contraindre", a déclaré M. Lévy, interrogé par l'AFP à Benghazi, fief de la rébellion libyenne qui a pris le contrôle de l'est de ce pays d'Afrique du Nord dans la foulée de l'insurrection populaire ayant débuté à la mi-février.

"On est en train de contraindre Gbagbo de quitter le pouvoir (en Côte d'Ivoire). Kadhafi est en train de se +Gbagboïser+.

Kadhafi a perdu, Kadhafi est désavoué par son peuple, Kadhafi est désavoué par la communauté internationale", a-t-il ajouté.

"Il (Kadhafi) a aujourd'hui le même type d'attitude, toute proportion gardée, que Gbagbo à Abidjan, c'est-à-dire se +bunkeriser+ non pas dans son palais, mais dans une partie du pays contre son peuple et contre la communauté internationale. On est en train de faire partir Gbagbo, il faut d'une manière différente faire partir Kadhafi", a-t-il asséné.

M. Levy, qui avait rencontré le Conseil national de transition (CNT), organe de la rébellion libyenne, il y a un peu plus d'un mois en Libye, et avait facilité sa reconnaissance par la France, a fait ses déclarations alors qu'une délégation de l'Union africaine était de passage à Benghazi pour proposer un cessez-le-feu entre la rébellion et le colonel Kadhafi.

Mouammar Kadhafi a accepté dimanche à Tripoli la "feuille de route" de l'Union africaine qui comprend une "cessation immédiate des hostilités" et la "mise en place d'une période de transition inclusive" prenant en compte "les aspirations légitimes du peuple libyen à la démocratie".

Or la rébellion libyenne exige le départ de Mouammar Kadhafi et de sa famille comme préalable à toute négociation. La proposition de l'UA "suppose le maintien de Kadhafi, elle ne pose pas en préalable ce que demande, me semble-t-il, une majorité de Libyens, qui est le départ de Kadhafi et de sa famille", a fait valoir M. Lévy.

14/4

http://www.lorientlejour.com/category/Derni%C3%A8res+Infos/article/699446/La_communaute_internationale_doit_contraindre_Kadhafi_a_quitter_le_pouvoir_%28Levy%29.html

3-2 Pays Africains & voisins

Ouganda

L'Afrique doit être décisive face à l'intervention militaire étrangère

Le président ougandais Yoweri Museveni a déclaré samedi que l'Afrique devrait être décisive face à une intervention militaire étrangère croissante sur le continent.

Dans une déclaration faite à la presse dans sa résidence dans l'ouest de l'Ouganda, M. Museveni a dit que l'Afrique ne pouvait pas supporter une intervention militaire continue sur le continent, en citant les frappes aériennes contre la Libye par les puissances occidentales et l'intervention de la France en Côte d'Ivoire.

"L'intervention des troupes étrangères en Afrique sans autorisation de l'Union africaine est inacceptable", a souligné le président Museveni.

Selon lui, l'intervention étrangère sur le continent africain est un nouveau phénomène qui doit être examiné par les dirigeants africains.

Il a indiqué que cette question serait examinée lors du prochain sommet de l'UA prévue en juin ou lors d'un sommet extraordinaire de l'organisation panafricaine qui serait organisé avant la réunion de juin.

M. Museveni appelle depuis longtemps les pays africains à s'unir pour contre l'intervention étrangère.

17/04/2011

http://french.news.cn/afrique/2011-04/17/c_13832476.htm

3-3 Les institutions

Otan

L'OTAN, accusée d'utiliser des armes contenant de l'uranium 'faiblement' enrichi, en Libye

Les experts militaires et sécuritaires accusent les forces de la Coalition internationale d'utiliser des armes contenant de l'uranium faiblement enrichi, en Libye. Bien que la Coalition occidentale dément l'usage de ces armes, les experts, qui ont analysé les photos sur les attaques de l'OTAN contre les installations militaires des forces kadhafistes, en ont conclu que la Coalition a très probablement utilisé ces armes, qui, d'ailleurs, sont très nocives pour la santé. A rappeler que, pendant la première guerre du golfe Persique, aussi, les Américains ont lancé plus de 350 tonnes d'uranium faiblement enrichi, sur le Koweït et l'Irak. Les photos sur les bombardements, en Libye, font, aussi, penser aux armements contenant de l'uranium que les Etats-Unis utilisaient, en Irak. Les Etats-Unis, la Grande Bretagne, la France et Israël ont rejeté la demande de la Commission des droits de l'Homme, dans le sens de l'interdiction de l'usage de ces armes.

13/04/2011

<http://french.irib>

3-4 Europe

1 Belgique

Leterme défend l'intervention belge en Libye.

"La situation en Libye peut donner l'impression d'une impasse, mais nous ne pouvons douter de la justesse de notre décision."

Le Premier ministre démissionnaire [Yves Leterme](#) (CD&V) a défendu vendredi à la Chambre la décision belge de participer à l'opération internationale en [Libye](#), où la situation semble s'enliser.

"La situation en Libye peut donner l'impression d'une impasse, mais nous ne pouvons douter de la justesse de notre décision", a commenté le chef du gouvernement devant la commission mixte des Affaires étrangères et de la Défense.

M. Leterme a affirmé que l'intervention de la coalition internationale avait permis d'éviter un bain de sang à Benghazi. "Sans cela, nous nous serions retrouvé avec un complexe de Srebrenica", a-t-il défendu.

S'appuyant sur les réunions cette semaine à [Doha](#) et à Berlin, le Premier ministre a jugé que la communauté internationale avait réaffirmé son intention de faire appliquer la résolution 1973 des Nations unies, et de protéger les populations civiles en Libye.

Plusieurs députés de l'opposition se sont toutefois inquiétés de l'évolution sur place, et de son effet sur les relations entre partenaires internationaux, divisés sur l'opportunité d'armer les rebelles ou de déployer des troupes au sol.

Le Brésil, la Russie, l'[Inde](#) et la [Chine](#) ont estimé récemment que le mandat défini par la résolution des Nations unies avait été outrepassé.

Intervenant également devant les parlementaires, le chef de la diplomatie belge, Steven Vanackere (CD&V) a assuré que l'intervention belge s'inscrivait bien dans le cadre de la résolution onusienne. Il a également garanti que, tant à Doha qu'à Berlin, aucun déploiement au sol de soldats ou livraison d'armes aux rebelles n'avait été discuté.

BELGA

Mis en ligne le 15/04/2011

2 Russie

Les livraisons d'armes violent la résolution de l'ONU ()

Lavrov : On se demande toujours en quoi le bombardement de villes et d'objectifs civils répond en quoi que ce soit à une résolution prétendant protéger la population civile d'un massacre.

Comme disait le porte parole français : *"face à l'urgence humanitaire, les frappes ciblées sur les équipements militaires qui permettent à Kadhafi de continuer à terroriser la population doivent se poursuivre"* : puisque les frappes sont bien ciblées, le bombardement d'une avenue fréquentée ou d'un hôpital ce doit être certainement une urgence humanitaire, et pas du pur terrorisme comme on aurait pu le croire superficiellement. Il n'y a pas de population terrorisée à Tripoli, Syrte, Museratha ou Al-Aziziya. Les bombardements de l'Otan sont bons, ils sont fait au nom et pour le bien du peuple libyen, ils ne terrorisent pas.

"M. Leterme [le Premier Ministre belge d'un gouvernement en affaire courante] a affirmé que l'intervention de la coalition internationale avait permis d'éviter un bain de sang à Benghazi.

"Sans cela, nous nous serions retrouvé avec un complexe de Srebrenica", a-t-il défendu." Par contre, Il y a des massacres qui ne nous donnent aucun complexe. Il suffit de ne pas en parler :

"D'après un médecin qui cite une info donnée par les leaders de la révolution, ils seraient plus de 7000 [partisans de Kadhafi] dans la ville [de Benghazi], dont environ 200 considérés comme dangereux. Ils avaient été épargnés pendant la révolution, mais c'est terminé dit un habitant"

(RTBF, 22 mars)

Les livraisons d'armes violent la résolution de l'ONU (2)

Les livraisons d'armes et le lancement d'une opération terrestre en Libye sont contraires à la résolution 1970 du Conseil de sécurité de l'ONU sur ce pays, a déclaré vendredi à Berlin le ministre russe des Affaires étrangères, Sergueï Lavrov.

"C'est interdit par la résolution 1970 pour laquelle nous avons tous voté", a indiqué M.Lavrov à l'issue d'une réunion du Conseil Russie-OTAN.

Le ministre a dit avoir appris que des experts militaires transmettaient leur savoir-faire aux insurgés libyens et que certains pays livraient déjà des armes en Libye *"ce qui viole la résolution du Conseil de sécurité de l'ONU"*.

Le Conseil de sécurité a récemment adopté deux résolutions concernant la Libye. La résolution 1970 adoptée le 23 février interdit *"la fourniture, la vente ou le transfert directs ou indirects"* d'armes et matériels de guerre à la Libye, ainsi que *"toute assistance technique ou formation, et toute aide financière ou autre en rapport avec les activités militaires"*. Elle prévoit en outre l'octroi d'une aide humanitaire à la population libyenne.

La résolution 1973 adoptée le 17 mars, prévoit quant à elle la mise en place d'une zone d'exclusion aérienne au-dessus de la Libye et autorise le recours à la force pour protéger la population libyenne des troupes du colonel Kadhafi. La Russie, le Brésil, l'Inde et la Chine se sont abstenus lors du vote.

15 avril –

RIA Novosti

Moscou critique l'opération en Libye et pousse au dialogue.

Des décisions en Libye et dans le monde arabe ne doivent pas être poussées par la force, a déclaré vendredi le ministre russe des Affaires étrangères Sergueï Lavrov, qui a aussi estimé qu'une solution politique au conflit devait être trouvée de manière urgente.

Il s'exprimait après une réunion du conseil Otan-Russie à Berlin au lendemain d'un appel unanime des membres de l'Alliance atlantique à un départ de Mouammar Kadhafi et au maintien d'une *"forte cadence"* dans les opérations militaires.

"Nous avons abordé la situation en Libye. (La Russie) soutient pleinement l'initiative de l'Union africaine", a-t-il dit en référence à la médiation lancée il y a quelques jours entre les rebelles et le régime du colonel Kadhafi.

"Il est d'une importance absolue de ne pas pousser par la voie de la force les pays de cette région à prendre des décisions. Il faut qu'ils y parviennent eux-mêmes et il ne faut surtout pas provoquer des victimes parmi les populations civiles", a-t-il poursuivi.

Il a vivement appuyé le "transfert (du conflit) dans la sphère politique de manière urgente afin de procéder à un règlement diplomatique".

Sergueï Lavrov a également considéré que certaines frappes en Libye étaient allées au-delà du mandat de la résolution 1973 votée par le Conseil de sécurité des Nations unies, qui autorisait ces frappes pour protéger les populations civiles d'une utilisation excessive de la force par le régime libyen.

La Russie s'était abstenue lors du vote de la résolution 1973 des Nations unies le 17 mars.

15/04

Reuters

4 Médias et Manipulation de l'opinion / Vidéos

4-1 "Bernard Henri Lévy est allé en Lybie pour rencontrer des..."

VIDEO VERGES

http://www.dailymotion.com/video/xhzndv_bernard-henri-levy-est-alle-en-lybie-pour-rencontrer-des-zigotos-qui-etaient-en-pleine-insurrection_news#from=embed&start=11

4-2 Derrière la propagande, se cache un énorme crime contre la Libye.

Ce qui est fait à la Libye est un énorme crime composée d'une guerre agressive pour voler une nation, une campagne de meurtres horribles et une guerre psychologique pour tromper le peuple libyen et les peuples du monde.

Examinons ensemble de plus près ce que fait la propagande et disons au monde ce qui s'est réellement passé en Libye. Voici une chronologie des événements pertinents concernant la guerre contre la Libye, montrant que les mesures prises contre ce pays sont fondées sur rien d'autre que des mensonges.

2002: Le département d'Etat américain a lancé le programme « MEPI » destiné à soutenir " les efforts de réforme "dans le monde arabe. Il a appuyé un large éventail d'opposants aux gouvernements souhaitant une transition vers la liberté, la démocratie et les droits de l'homme à la manière dont les Etats-Unis les conçoivent . Son but était de construire de plus en plus d'impactes US sur les oppositions contre les régimes soutenus par les USA au cours des années, afin que lorsqu'un pays était prêt, les États-Unis pourraient remplacer une dictature parrainée par les USA par un autre nouveau régime toujours parrainé par les USA. La Libye a été l'un des objectifs de ces programmes.

2003: L'armée américaine a désigné la Libye ainsi que d'autres pays comme "cibles pour un changement de régime par des moyens militaires". Au cours de ces mêmes années, s'est rassemblée autour des États-Unis une coalition de volontaires qui a lancé une guerre d'agression contre l'Irak qui était fondée sur une large propagande flagrante basés sur l'idée que l'Irak possède des armes de destruction massive. Voyant la destruction de l'Irak et la menace contre la Libye, cette dernière a abandonné tous les programmes militaires d'acquisition d'armes de dissuasion efficaces, a versé des millions de dollars aux États-Unis en réparation pour des crimes que la Libye n'a jamais commis, a permis aux entreprises de l'Ouest d'exploiter une partie du pétrole de la richesse de la Libye et a collaboré avec les américains pour tenter d'écraser la "résistance islamique" contre l'impérialisme US dans le monde entier. Ces ouvertures ont aidé les États-Unis à mettre le pied en Libye pour œuvrer au futur changement de régime.

2003 -: Bien que les guerres dirigées par les États-Unis en Afghanistan et en Irak ont été un désastre pour les USA, le programme de changements pour le monde arabe a été poursuivi. L'étude des dossiers des services américains ont montré que le gouvernement US a secrètement soutenu les opposants aux gouvernements dans le monde arabe pour les aider à changer leurs gouvernements avec l'appui du gouvernement US. En Libye, les Etats-Unis ont utilisé leur présence limitée pour obtenir des contacts étroits avec des responsables libyens à partir des régions dominées par des tribus traditionnellement opposés au gouvernement à Tripoli comme le ministre de la justice Mustafa Mohammad Abduljalil, qui a affirmé que moins de négociations et plus d'action serait préférables contre le gouvernement libyen.

Mai 2005: Selon Wikipedia le Comité d'Organisation de la Conférence nationale de l'opposition libyenne (NCIO) a tenu une série de réunions hebdomadaires pour discuter et élaborer un programme pour une conférence visant à "mettre sur pied des approches pratiques pour le suivi des nombreux efforts déployés par divers groupes politiques et individus libyens dans leur contestation de la soit disant dictature libyenne" de Muammar al-Kadhafi. Jusqu'à récemment Wikipedia savait que le NCIO est composé de l'"Union constitutionnelle libyenne", une organisation revancharde basée à Londres dirigé par Muhammad as-Senoussi, un prétendant à la monarchie libyenne parrainé par la Colombie, la soi-disant "Ligue libyenne des droits de l'homme" basée à Genève, le soi-disant congrès libyen Tmazight (berbère) résidant dans une boîte aux lettres en Angleterre, et le NFSL, qui est notoirement connu pour être parrainé par la CIA . Le NCIO utilise le drapeau de la monarchie libyenne renversé

par la révolution du Fatah dirigé par Muamar Kadhafi. C'est le drapeau de leur organisation que l'on appelle "rebelles" qui est maintenant utilisé.

15 février 2008: l'ambassade américaine à Tripoli a déclaré à Washington, que des hauts fonctionnaires du gouvernement libyen ont affirmé que le contrôle sur la Libye de la part des extrémistes islamistes est peut-être surestimée. La plupart des imams zélés ont tendance à prêcher dans de nombreuses petites mosquées rurales de banlieue, qui en fin de compte ressemblent physiquement à des mosquées traditionnelles ailleurs dans le pays, reflétant dans le pseudo secret des loges traditionnelles Sanussi et sont donc difficiles à être identifiées et surveillées par les forces de sécurité libyennes. Les sermons dans les mosquées de l'Est, en particulier les "khutba du vendredi", sont lancés avec des phrases codées, invitant les fidèles à soutenir le djihad en Irak et ailleurs grâce à leur participation directe ou à travers de contributions financières. Les formulations employées sont souvent assez ambiguës pour ne pas être rejetées, dit-il, mais pour les musulmans pieux, ils sont clairement, incendiaires et sans ambiguïté en faveur du djihad. Les références directes et indirectes aux "opérations martyre" n'étaient pas rares.

Août 2010: Les préparatifs états-uniens d'un gouvernement mondial nous a conduit à de vastes changements dans le monde arabe qui était dans une phase finale. Le Président des États-Unis Barack Obama délivre sa fameuse "Directive de 11 études", demandant aux agences du gouvernement américain de se préparer à des changements de régime dans le monde arabe. Le lobbyiste US-Israël David Ignatius écrit en Mars 2011: Ce document cité "prouve le mécontentement croissant des citoyens de la région contre le régime" et averti que "la région est entrée dans une période critique de transition."

20 octobre 2010: Ancien loyaliste à Kadhafi, Nouri Massoud El-Mesmari, est parti en exil en France et a persuadé les services secrets français d'utiliser ses contacts pour planifier une opération de changement de régime en Libye.

2 novembre 2010: France et Royaume-Uni se sont engagés à unifier leurs forces armées et ont commencé les exercices militaires "Sud Mistral", un jeu de guerre qui prévoyait un bombardement français et britannique du sud du pays par les airs et par la Méditerranée en Mars 2011, après un vote de résolution du conseil de l'ONU permettant l'attaque.

17 décembre 2010: Après l'auto-immolation de Mohamed Bouazizi le 17 Décembre, des manifestations en Tunisie sont apparues contre la pauvreté et la corruption du gouvernement et en faveur d'élections libres et pour la liberté d'expression. Pour éviter que les manifestations apparaissent être entraînées par la propagande occidentale, le travail des médias était centré sur la promotion des appels à manifester lancés sur les sites de réseaux sociaux comme Twitter et Facebook. Le gouvernement tunisien a réagi aux manifestants dans un discours TV vide de sens et utilisa la violence des forces de sécurité pour écraser toutes les protestations. Ceux qui ont préparé le terrain pour le travail des médias de l'insurrection tunisienne ont été des activistes des médias sociaux financés et entraînés par les organisations de l'establishment américain comme Freedom House et le Congrès Islamique Américain. Scott Carpenter, homme du régime de GW Bush, membre du programme de changement MEPI, a confirmé publiquement que les États-Unis avaient fait beaucoup de choses afin de préparer l'insurrection en Tunisie et qu'il l'a fait très doucement, presque secrètement.

Janvier 2011: Des conteneurs remplis d'armes, de munitions et d'explosifs et environ 1000 téléphones mobiles Thuraya sont passés en contrebande en Libye par le port de Misrata et distribués à l'aide de "Al-Naseem Icecream Factory owned" par le clan familial Raiedha.

13 janvier 2011: Rachid Ammar, chef d'état-major de l'armée tunisienne et qui entretenait de bonnes relations avec l'armée américaine, a déclaré qu'il prend parti pour le soulèvement. Comme ses troupes se sont avérées être loyales envers le chef des opérations dans cette situation et que les militaires avaient plus d'hommes et de puissance de feu que la police et les forces de sécurité tunisiennes du président, avec la défection de Rachid Ammar l'opération dirigée par un changement de régime US conduit en Tunisie avec succès à évincer le président tunisien de longue date Ben Ali un jour plus tard. Après que Ben Ali ait été évincé, la machine médiatique occidentale a été mise en branle afin de provoquer des soulèvements conduisant à un changement de régime dans d'autres pays cibles du MEPI.

25 janvier 2011: les médias occidentaux et la chaîne TV Al-Jazira basée au Qatar, client des États-Unis, a promu avec succès un appel à manifestations massives en Egypte contre la "violente dictature de la police et la corruption du gouvernement dès le 25 Janvier 2011". Le lendemain, les Frères musulmans d'Egypte, se sont lancés et ont appelé leurs membres et amis à soutenir le soulèvement contre le régime de Hosni Moubarak. Les forces de sécurité égyptiennes ont réagi avec une violence brutale contre les manifestants, tuant des centaines d'entre eux, usant de la violence et de propos délibérés sous fausse bannière des forces de sécurité en civil contre la population pour justifier la violence pour écraser les protestations. Le travail des médias de l'insurrection était dirigée par Al-Jazira, représentants du gouvernement de l'Ouest, jusqu'à ce que le président américain Barack Obama a ouvertement et publiquement soutenu le soulèvement. Ce n'est pas secret qu'ils ont exigé du président Hosni Moubarak de démissionner le 11 février 2011. Puisque les branches de l'armée ainsi que les Forces aériennes sont restées fidèles au président Hosni Moubarak, c'est le général Sami Hafez Enanles des forces militaires fidèles, chef d'état-major des forces armées, qui se trouvait la semaine précédente le début du soulèvement égyptien aux États-Unis pour des entretiens avec des hauts fonctionnaires US, qui a empêché le soulèvement en Egypte d'être écrasé par les forces de sécurité sur la place Tahrir au Caire. Pour éviter une guerre entre les différentes branches de l'armée, le Conseil militaire égyptien a organisé un coup d'Etat le 11 Février 2011, chassant le président Hosni Moubarak.

15 février 2011: Deux jours avant un soulèvement annoncé sur Facebook, de violentes manifestations à Benghazi ont été vues en face de l'immeuble de sécurité de l'État, en faveur de l'avocat arrêté récemment Fethi Tarbel, qui représente les victimes de 1996 de la prison d'Abou Salim. Les manifestations ont été dispersées par les forces de sécurité, sans aucune perte en vie humaine, mais faisant environ 38 personnes blessées. Selon un correspondant de France 24 basé à Benghazi, du journal privé Quryna, citant lui-même un certain Abdelkrim Gubaili, directeur d'un hôpital local, la plupart des blessés étaient membres des forces de la sécurité. France 24 a aussi cités des "témoins" anonymes, disant selon France 24 que des rapports "difficiles à confirmer" font état de scène où «les responsables de sécurité auraient foncé avec leur voiture dans la foule à grande vitesse.» France 24 a également intégré une vidéo Youtube illustrant ses propos: "Les images sur YouTube du mardi matin montre des manifestants rassemblés devant une station de police de Benghazi où la panique balaie la foule et des coups de feu sont entendus. Non confirmé". Bien que la vidéo n'a pas été confirmée, qu'une bande sonore faisant entendre des coups de feu peut être facilement ajoutée à une vidéo, avec allégation selon laquelle des forces de sécurité ont tiré sur la foule et cela en contradiction avec toutes les informations provenant de sources anonymes, le lien de cette vidéo a été largement répandu dans les médias sociaux, souvent qualifiée de preuve que "les forces de sécurité de Kadhafi" ont tiré sur la foule. Fait intéressant, cette vidéo qui a été présentée comme preuve des soit disant "crimes de Kadhafi" au début de l'insurrection en Libye, a été entre-temps - ainsi que nous en informe Youtube - "supprimée par l'utilisateur". Cette fausse vidéo a été l'un des moyens pour inciter les gens à la violence en Libye pour le soulèvement prévu.

17 février 2011: Date prévue du début du soulèvement en Libye. Comme l'a clairement démontré l'appel anonyme sur une page de Facebook pour "un jour de colère", c'est à dire de violentes protestations, le drapeau de la monarchie a été utilisé en tant que symbole, depuis le début, affichant que cette pseudo révolution ne permettrait pas à la Libye d'accéder à la «prospérité», ainsi que les soit disant "rebelles" le prétendaient, et que l'objectif réel est de renverser le gouvernement libyen par une violente révolution. Le NCIO prend part à l'organisation de l'insurrection. La chaîne de télévision Al Jazeera du Qatar, tous les canaux des médias de l'Arabie saoudite et de l'ouest ont rapportés la publication de cette page sur Facebook afin d'en faire le maximum de publicité, Ainsi informé des millions de gens ont pu être tenu au courant du soulèvement prévu. Dans différentes villes de la Libye, d'une centaine à plusieurs milliers de personnes sont sorti pour manifester contre le gouvernement. D'autres ont manifesté en faveur du gouvernement affirmant leur soutien pour le gouvernement libyen. La propagation de fausses nouvelles par Al-Jazira des appels anonymes sur les atrocités alléguées du gouvernement contre les manifestants anti gouvernement ont chauffé l'ambiance de la foule comme la fausse vidéo des forces du gouvernement tirant sur la foule dès le 15 Février.

L'une des plus puissantes fausses allégations contre le gouvernement a été la rumeur propagée par la meurtrière Al Jazeera, Al Arabia, Press TV et les médias occidentaux selon lesquels le gouvernement a utilisé des "mercenaires africains" pour écraser le soulèvement. Quand Human Rights Watch a envoyé tardivement Peter Bouckaert sur place pour parler avec les gens "noirs" arrêtés par les «rebelles» en tant que mercenaires et enquêter sur la revendication, il n'a trouvé aucune preuve confirmant les allégations des "rebelles", disant que le gouvernement a utilisé des mercenaires. Au lieu de cela, il a découvert que les 156 personnes "Noires" capturées par les «rebelles» et présentées à lui comme "mercenaires noirs", étaient en fait des soldats réguliers libyens venant du sud de la Libye, région où la plupart des gens sont noirs.

C'est dans les villes à "foyer djihadiste" dans le nord-est de la Libye, Benghazi, Ajdabiya, Al Beida, Derna et Tobrouk, où la justification de leurs actions par des allégations de la présence de faux mercenaires noirs a donné des scènes de lynchage précédés par une chasse à l'homme et toute les personnes de couleur "noir" ont été arrêtées, maltraitées et tuées par les moyens les plus atroces avec des couteaux. Comme beaucoup de gens dans le pays riche de Libye ont des téléphones mobiles avec des caméras, une foultitude de personnes a filmé des crimes et les ont publiés sur les sites des médias sociaux comme signe de victoire.

International (LVO) :

5 Dossier

Ndlr : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage toutes les analyses des auteurs mais doit être vu comme information.

5-1 Thierry Meyssan : La Libye et la nouvelle doctrine stratégique US.

L'opération militaire alliée en Libye marque un changement stratégique majeur. Washington a renoncé à une guerre d'occupation et a sous-traité à ses alliés les opérations terrestres à venir. Thierry Meyssan décrit le nouveau paradigme stratégique des Etats-Unis : la globalisation forcée est interrompue, l'ère des deux mondes commence.

On dit souvent que les généraux ne voient pas venir les changements et préparent la prochaine guerre comme si elle devait ressembler à la précédente. Il en va de même pour les commentateurs politiques : ils interprètent les nouveaux événements non pour ce qu'ils sont, mais comme s'ils répétaient ceux qui les ont précédés.

Lorsque des mouvements populaires ont renversé Zine el-Abidine Ben Ali en Tunisie et Hosni Moubarak en Égypte, beaucoup ont cru assister à une « révolution du jasmin » [1] et une « révolution du lotus » [2], à la manière des révolutions colorées que la CIA et la NED ont organisées à la chaîne depuis la disparition de l'URSS. Certains faits semblaient leur donner raison, comme la présence d'agitateurs serbes au Caire ou la diffusion de

matériels de propagande [3]. Mais la réalité était toute différente. Ces révoltes étaient populaires et Washington tentait sans succès de les détourner à son profit. En définitive, les Tunisiens et les Égyptiens n'aspiraient pas à l'*American Way of Life*, mais au contraire à se débarrasser de gouvernements fantoches manipulés par les États-Unis.

Lorsque des troubles sont survenus en Libye, ces mêmes commentateurs ont essayé de récupérer leur retard sur la réalité en nous expliquant que, cette fois-ci, il s'agissait d'un soulèvement populaire contre le dictateur Kadhafi. Ils accompagnaient alors leurs éditoriaux de doux mensonges présentant le colonel comme un éternel ennemi de la démocratie occidentale, oubliant qu'il collaborait activement avec les États-Unis depuis huit ans [4].

Pourtant, à y regarder de plus près, ce qui se passe en Libye est d'abord la résurgence de l'antagonisme historique entre la Cyrénaïque d'un côté, la Tripolitaine et le Fezzan de l'autre. Ce n'est que secondairement que ce conflit a pris une coloration politique, l'insurrection s'identifiant avec les monarchistes, bientôt rejoints par toutes sortes de groupes d'opposition (nassériens, khomeinyistes, communistes, islamistes etc...). En définitive.

À aucun moment l'insurrection ne s'est étendue à l'ensemble du pays.

Toute voix qui dénonce la fabrication et l'instrumentation de ce conflit par un cartel colonial rencontre des protestations. L'opinion majoritaire admet que l'intervention militaire étrangère permet au peuple libyen de se libérer de son tyran, et que les bavures de la coalition ne peuvent être pires que les crimes de ce génocidaire.

Or, l'Histoire a déjà démontré la fausseté de ce raisonnement. Par exemple, nombre d'Irakiens opposés à Saddam Hussein et qui ont accueilli en sauveurs les troupes occidentales disent, huit ans et un million de morts plus tard, que la vie était meilleure dans leur pays du temps du despote.

Surtout, ce jugement se fonde sur une série de convictions erronées :

□ Contrairement à ce qu'affirme la propagande occidentale et à ce que semble créditer la proximité chronologique et géographique avec la Tunisie et l'Égypte, le peuple libyen ne s'est pas soulevé contre le régime de Kadhafi. Celui-ci dispose encore de légitimité populaire en Tripolitaine et au Fezzan ; régions où le colonel a fait distribuer des armes à la population pour résister à l'avance des insurgés de Cyrénaïque et des puissances étrangères.

□ Contrairement à ce qu'affirme la propagande occidentale et à ce que semblent accréditer des déclarations furieuses du « frère Guide » lui-même, Kadhafi n'a jamais bombardé sa population civile. Il a fait usage de la force militaire contre des putschistes sans prendre garde aux conséquences pour la population civile. Cette distinction n'a pas d'importance pour les victimes, mais en droit international elle sépare les crimes de guerre des crimes contre l'humanité.

□ Enfin, contrairement à ce qu'affirme la propagande occidentale et au romantisme révolutionnaire d'opérette de Bernard Henry Lévy, la révolte de Cyrénaïque n'a rien de spontanée. Elle a été préparée par la DGSE, le MI6 et la CIA. Pour constituer le Conseil national de transition, les Français se sont appuyés sur les renseignements et les contacts de Massoud El-Mesmari, l'ex-compagnon et confident de Kadhafi qui a fait défection en novembre 2010 et a reçu asile à Paris [5]. Pour rétablir la monarchie, les Britanniques ont réactivé les réseaux du prince Mohammed el-Senoussi, prétendant au trône du Royaume-Uni de Lybie, actuellement réfugié à Londres, et ont distribué partout le drapeau rouge-noir-vert au croissant et à l'étoile [6]. Les États-Unis ont pris le contrôle économique et militaire en rapatriant de Washington des Libyens en exil pour occuper les principaux ministères et l'état-major du Conseil national de transition.

Au demeurant, ce débat sur la pertinence de l'intervention internationale est l'arbre qui cache la forêt. Si nous prenons un peu de recul, nous nous rendons compte que la stratégie des grandes puissances occidentales a changé. Certes, elles continuent à user et à abuser de la rhétorique de la prévention du génocide et du devoir d'intervention humanitaire des grands frères, voire du soutien fraternel aux peuples en lutte pour leur liberté pourvu qu'ils ouvrent leurs marchés, mais leurs actes sont différents.

La « doctrine Obama »

Dans son discours à la National Defense University, le président Obama a défini plusieurs aspects de sa doctrine stratégique en soulignant ce qui la distinguait de celles de ses prédécesseurs, Bill Clinton et George W. Bush [7]. Il a d'abord déclaré : « *En un mois seulement, les États-Unis ont réussi, avec leurs partenaires internationaux, à mobiliser une vaste coalition, à obtenir un mandat international de protection des civils, à stopper l'avance d'une armée, à éviter un massacre et à établir, avec leurs alliés et partenaires, une zone d'exclusion aérienne. Pour bien mettre en perspective la rapidité de notre réaction militaire et diplomatique, rappelons que dans les années 1990, lorsque des populations se faisaient brutaliser en Bosnie, il a fallu plus d'un an à la communauté internationale pour intervenir avec des moyens aériens afin de protéger ces civils. Il nous a fallu cette fois seulement 31 jours.* »

Cette rapidité contraste avec la période de Bill Clinton. Elle s'explique de deux manières.

D'une part les États-Unis de 2011 ont un projet cohérent — nous allons voir lequel —, alors que dans les années 90, ils hésitaient entre profiter de la disparition de l'URSS pour s'enrichir commercialement ou pour édifier un empire sans rival.

D'autre part, la politique de la « réinitialisation » (*reset*) de l'administration Obama, visant à substituer la négociation à l'affrontement, a porté partiellement ses fruits avec la Russie. Bien que celle-ci soit une des grandes perdantes économiques de la guerre de Libye, elle en a accepté le principe — même si les nationalistes Vladimir Poutine [8] ou Vladimir Chamov [9] en ont des aigreurs d'estomac —.

Puis, dans le même discours du 28 mars 2011, Obama a poursuivi : « *Notre alliance la plus efficace, l'OTAN, a pris le commandement de l'application de l'embargo sur les armes et de la zone d'exclusion aérienne. Hier soir, l'OTAN a décidé de prendre la responsabilité supplémentaire de la protection des civils libyens. (...) Les États-Unis joueront (...) un rôle d'appui - notamment au niveau du renseignement, du soutien logistique, de l'assistance*

à la recherche et au sauvetage, et du brouillage des communications du régime. Du fait de cette transition vers une coalition plus vaste, fondée sur l'OTAN, les risques et les coûts de ces opérations - pour nos soldats et nos contribuables - se trouveront considérablement réduits. »

Après avoir mis la France en avant et avoir feint de traîner les pieds, Washington a admis avoir « coordonné » toutes les opérations militaires depuis le début. Mais ce fut pour annoncer immédiatement le transfert de cette responsabilité à l'OTAN.

En termes de communication intérieure, on comprend bien que le Prix Nobel de la paix Barack Obama ne souhaitait pas donner l'image d'un président entraînant son pays dans une troisième guerre en terre d'islam après l'Afghanistan et l'Irak. Néanmoins cette question de relations publiques ne doit pas faire oublier l'essentiel : Washington ne veut plus être le gendarme de la planète, mais entend exercer un leadership sur les grandes puissances, intervenir au nom de leur intérêt collectif et en mutualisant les coûts. Dans cette perspective, l'OTAN est appelée à devenir la structure de coordination militaire par excellence, à laquelle la Russie, voire plus tard la Chine, devraient être associées.

Enfin, le président Obama a conclu à la National Defense University : « Il y aura des occasions où notre sécurité ne sera pas directement menacée mais où nos intérêts et nos valeurs le seront. L'histoire nous met face à face parfois avec des défis qui menacent notre humanité et notre sécurité communes - intervenir dans le cas de catastrophes naturelles, par exemple ; ou prévenir un génocide et préserver la paix ; assurer la sécurité régionale et maintenir le flot du commerce. Ce ne sont peut-être pas des problèmes uniquement américains mais ils nous sont importants. Ce sont des problèmes qui méritent d'être résolus. Et dans ces circonstances, nous savons que les États-Unis, en tant que nation la plus puissante du monde, seront souvent appelés à apporter leur aide ».

Barack Obama rompt avec le discours enflammé de George W. Bush qui prétendait étendre au monde entier l'*American Way of Life* par la force des baïonnettes. S'il admet déployer des moyens militaires pour des causes humanitaires ou des opérations de maintien de la paix, il n'envisage la guerre que pour « assurer la sécurité régionale et maintenir le flot du commerce ».

Ceci mérite une explication approfondie.

Le changement stratégique

Par convention ou par commodité, les historiens appellent chaque doctrine stratégique du nom du président qui la met en œuvre. En réalité, la doctrine stratégique est aujourd'hui élaborée au Pentagone et non plus à la Maison-Blanche. Le changement fondamental n'a pas eu lieu avec l'entrée de Barack Obama dans le Bureau ovale (janvier 2009), mais avec celle de Robert Gates au Pentagone (décembre 2006). Les deux dernières années de la présidence Bush ne ressortent donc pas de la « doctrine Bush », mais préfigurent la « doctrine Obama ». Et c'est parce qu'il vient de triompher que Robert Gates envisage de se retirer avec la fierté du travail accompli [10].

Pour me faire mieux comprendre, je distinguerai donc une « doctrine Rumsfeld » et une « doctrine Gates ». Dans la première, l'objectif est de changer les régimes politiques, un à un, partout dans le monde, jusqu'à ce qu'ils soient tous compatibles avec celui des États-Unis. Ce qui est appelé « démocratie de marché » étant en réalité un système oligarchique dans lequel de pseudos-citoyens sont protégés de l'arbitraire de l'État et peuvent choisir leurs gouvernants à défaut de pouvoir choisir leurs politiques.

Cet objectif a conduit à l'organisation de révolutions colorées comme à l'occupation de l'Afghanistan et de l'Irak. Or, indique Barack Obama dans le même discours : « Grâce aux sacrifices extraordinaires de nos troupes et la détermination de nos diplomates, nous sommes pleins d'espoir quant à l'avenir de l'Irak. Mais le changement de régime a pris huit ans, a coûté des milliers de vies américaines et irakiennes et près de mille milliards de dollars. Nous ne pouvons nous permettre que cela se reproduise en Libye. »

Bref, cet objectif d'une *Pax Americana*, qui à la fois protégerait et dominerait tous les peuples de la terre, est économiquement irréalisable. De même d'ailleurs que l'idéal de convertir l'humanité entière à l'*American Way of Life*

Une autre vision impériale, plus réaliste, s'est progressivement imposée au Pentagone. Elle a été vulgarisée, par Thomas P. M. Barnett dans son ouvrage *The Pentagon's New Map. War and Peace in the Twenty-First Century* (La Nouvelle carte du Pentagone. Guerre et paix au XXI^e siècle).

Le monde futur serait divisé en deux. D'un côté le centre stable, constitué autour des États-Unis par des pays développés et plus ou moins démocratiques. De l'autre une périphérie, livrée à elle-même, en proie au sous-développement et à la violence. Le rôle du Pentagone serait alors de garantir l'accès du monde civilisé qui en a besoin aux richesses naturelles de la périphérie qui ne sait pas s'en servir.

Cette vision suppose que les États-Unis en soient plus en compétition avec les autres États développés, mais deviennent leur leader de sécurité. Cela paraît possible avec la Russie, dans la mesure où le président Dmitry Medvedev a ouvert la voie à une collaboration avec l'OTAN lors du défilé commémoratif de la fin de la Seconde Guerre mondiale, puis lors du sommet de Lisbonne. Ce sera peut-être plus compliqué avec la Chine dont la nouvelle équipe dirigeante semble plus nationaliste que la précédente.

La division du monde en deux zones, stable et chaotique, où la seconde n'est que le réservoir de richesses naturelles de la première, pose évidemment la question des délimitations. Dans l'ouvrage de Barnett (2004), les Balkans, l'Asie centrale, presque toute l'Afrique, les Andes et l'Amérique centrale sont rejetées dans les ténèbres. Trois États membres du G20 —dont un est également membre de l'OTAN— sont voués au chaos : la Turquie, l'Arabie saoudite et l'Indonésie. Cette carte n'est pas figée et des repêchages restent possibles. Ainsi, l'Arabie saoudite est en train de gagner ses galons en écrasant dans le sang la révolte à Bahreïn.

Puisqu'il n'est plus question d'occuper de pays, mais uniquement de tenir des zones d'exploitation et de procéder à des raids lorsque c'est nécessaire, le Pentagone se doit d'étendre à toute la périphérie le processus de

fragmentation, de « *remodelage* », amorcé au « *Proche-Orient élargi* » (*Greater Middle-East*). Le but de la guerre n'est plus l'exploitation directe d'un territoire, mais la déstructuration de toute possibilité de résistance. Le Pentagone se concentre sur le contrôle des voies maritimes et les opérations aériennes pour sous-traiter autant que possible les opérations terrestres à ses alliés. C'est ce phénomène qui vient de débiter en Afrique avec la partition du Soudan et les guerres de Libye et de Côte d'Ivoire.

Si, au regard du discours démocratique, le renversement du régime de Mouammar Kadhafi serait un objectif gratifiant, il n'est ni nécessaire, ni souhaitable du point de vue du Pentagone. Dans la « *doctrine Gates* », mieux vaut le maintien d'un Kadhafi hystérique et humilié dans un réduit tripolitain qu'une Grande Libye capable un jour de résister à nouveau à l'impérialisme.

Bien sûr cette nouvelle vision stratégique n'ira pas sans mal. Il y aura ces flux de migrants, toujours plus nombreux, fuyant l'enfer de la périphérie pour accéder au paradis du centre. Et il y aura ces incorrigibles humanistes pour penser que le paradis des uns ne doit pas s'édifier sur l'enfer des autres.

C'est ce projet qui est en jeu en Libye et c'est par rapport à lui que chacun doit se déterminer.

[1] « Washington face à la colère du peuple tunisien », par Thierry Meyssan, *Réseau Voltaire*, 23 janvier 2011.

[2] « L'Égypte au bord du sang », par Thierry Meyssan, *Réseau Voltaire*, 31 janvier 2011.

[3] « Le manuel états-unien pour une révolution colorée en Égypte », *Réseau Voltaire*, 1er mars 2011.

[4] « Mon album de famille, par Mouammar Kadhafi » (pastiche), *Réseau Voltaire*, 25 mars 2011.

[5] « La France préparait depuis novembre le renversement de Kadhafi », par Franco Bechis, *Réseau Voltaire*, 24 mars 2011.

[6] « Quand flottent sur les places libyennes les drapeaux du roi Idris », par Manlio Dinucci, *Réseau Voltaire*, 1er mars 2011.

[7] « Allocution à la Nation sur la Libye », par Barack Obama, *Réseau Voltaire*, 28 mars 2011.

[8] « Remarks on the situation in Libya », par Vladimir V. Putin, *Voltaire Network*, 21 mars 2011.

[9] « L'ambassadeur Chamov accuse Medvedev de trahison en Libye », *Réseau Voltaire*, 26 mars 2011.

[10] « Robert Gates sur le départ », *Réseau Voltaire*, 7 avril 2011.

Source Komsomolskaïa Pravda (Fédération de Russie)

Sadek Belhocine : L'aveu d'impuissance de

Source : Réseau Voltaire

Thierry Meyssan

Analyste politique français, président-fondateur du Réseau Voltaire et de la conférence Axis for Peace. Il publie chaque semaine des chroniques de politique étrangère dans la presse arabe et russe. Dernier ouvrage publié : *L'Effroyable imposture 2*, éd. JP Bertrand (2007).

13 avril 2011

<http://www.voltairenet.org/...>

5-2 Sadek Belhocine : Coalition internationale : il est impossible d'imaginer que la Libye ait un avenir avec Kadhafi.

Les troupes du guide de la Jamahyria mènent l'offensive et font reculer les insurgés dans leurs derniers retranchements, notamment à Misrata et El Ajdabya, et menacent de reprendre Benghazi le fief de l'insurrection et des chefs de la rébellion.

«Il ne s'agit pas d'évincer Kadhafi par la force. Mais il est impossible d'imaginer que la Libye ait un avenir avec Kadhafi. ». La phrase des présidents américain Barack Obama et français Nicolas Sarkozy ainsi que David Cameron, Premier ministre anglais, contenue dans leur tribune commune, parue sur plusieurs quotidiens, résume, à elle seule, l'épineuse équation dans laquelle s'est embourbée la coalition internationale menée par les USA, la France et le Royaume Uni en Libye. Les raids aériens de l'Otan sur les positions des forces loyalistes du colonel Kadhafi ont atteint la limite de leur puissance. Les troupes du guide de la Jamahyria mènent l'offensive et font reculer les insurgés dans leurs derniers retranchements, notamment à Misrata et El Ajdabya et menacent de reprendre Benghazi le fief de l'insurrection et des chefs de la rébellion. En effet, il est à se demander comment les puissances occidentales comptent-elles se prendre pour résoudre cette terrible équation : ne pas évincer par la force le colonel Kadhafi et ne pas imaginer que la Libye ait un avenir avec Kadhafi sachant qu'il est peu probable que les rebelles puissent arriver jusqu'à Tripoli pour le chasser du pouvoir. L'intervention militaire au sol étant exclue dans la résolution 1973 de l'Onu, les trois dirigeants de la coalition se retrouvent dans une vraie quadrature du cercle.

Il est urgent de passer à la phase politique

La force militaire aérienne n'est pas suffisante pour obtenir le départ de Kadhafi, et même si la zone d'exclusion aérienne a été rapidement mise en place dès le 19 mars, force est de constater que l'appui aérien aux rebelles n'a pas permis à ces derniers d'avancer. Une solution politique est envisagée et en l'état actuel des choses. Elle est la solution la plus réaliste et elle est avancée par de nombreuses organisations régionales et internationales pour sortir de l'impasse dans la crise libyenne. La Ligue arabe, un moment favorable à l'instauration d'une zone d'exclusion aérienne, paraît en retrait, excepté le Qatar et les Emirats arabes unis qui sont engagés dans le conflit. L'Union africaine a critiqué l'intervention militaire et prône une solution négociée. L'UA pourrait même jouer un rôle majeur dans la recherche d'un pays d'accueil pour le Colonel Kadhafi, dans le cas où il prendrait le chemin de l'exil, une solution défendue par plusieurs pays comme l'Italie ou l'Espagne. Sergueï Lavrov, le chef de la diplomatie russe, estime que les actions de l'Otan en Libye "outrepassent le mandat" issu de la résolution 1973 du Conseil de sécurité des Nations unies. Il appelle à un règlement "diplomatique" de la crise libyenne. "Aujourd'hui, nous assistons à des actions qui, dans un certain nombre de cas, outrepassent le mandat du Conseil de sécurité des Nations unies" tel qu'énoncé dans la résolution 1973, a affirmé M. Lavrov après une réunion avec ses homologues de l'Alliance atlantique à Berlin. "Nous croyons important de passer de manière urgente à la phase politique et d'avancer vers un règlement politique et diplomatique" de la crise libyenne, a-t-il ajouté. Le président russe, Dmitri Medvedev, s'était déjà élevé jeudi contre les opérations de l'Otan en Libye en ces termes: "Qu'avons nous comme résultat ? Nous avons essentiellement une opération militaire. La résolution ne dit rien de cela". Pour le secrétaire général de l'Alliance, Anders Fogh Rasmussen, l'opération Protecteur unifié de l'Otan "se déroule conformément à la résolution 1973 du Conseil de sécurité", ajoutant même que "je me permets de souligner que dans la conduite de l'opération nous n'allons pas au-delà du texte et de l'esprit de la résolution. Les cinq pays émergents du groupe Brics (Brésil, Russie, Inde, Afrique du Sud), qui représentent plus de 40% de la population et 18% du PIB de la planète, réunis jeudi en Chine, se sont prononcés contre l'usage de la force en Libye.

Raids de l'Otan sur Syrte et combats à Ajdabiya

De nouveaux combats se déroulaient, hier après-midi, entre les forces fidèles au dirigeant libyen Maammar Kadhafi et les rebelles à l'ouest de la ville d'Ajdabiya (est de la Libye), rapportent des médias. Selon des correspondants de presse sur place, des obus de mortier, des roquettes et des armes automatiques étaient utilisés dans ces combats. Les rebelles libyens avaient affirmé dans la matinée qu'ils contrôlaient une zone de plusieurs kilomètres dans le désert au-delà d'Ajdabiya, le long de la route côtière menant à la ville pétrolière de Brega, 80 km à l'ouest rebelles et forces loyalistes au régime se disputent depuis des jours la ville d'Ajdabiya, un nœud de communication stratégique situé à 160 km au sud de Benghazi, le fief des rebelles. Des raids aériens menés par l'Otan ont visé, hier, la ville de Syrte (est de la Libye), a rapporté l'agence de presse libyenne Jana. Selon Jana, des raids ont visé Syrte, ville d'environ 120.000 habitants située à 600 km à l'est de Tripoli. Syrte, ville natale du dirigeant libyen Maammar Kadhafi, avait déjà fait l'objet de raids vendredi, toujours selon Jana.

Sadek Belhocine

17/04/2011

http://www.lemidi-dz.com/index.php?operation=voir_article&date_article=2011-04-17&id_article=la_24@art1@2011-04-17

5-3 Réunion de l'OTAN sur la Libye: un camouflet infligé à Sarkozy et à Cameron.

Tout ce qui se produit actuellement en Libye et autour d'elle suscite d'étranges pensées. Par très humanistes, voire très réactionnaires. Selon la pensée principale, tout cela ne se serait pas produit, ou se serait déroulé rapidement et donc avec moins de dégâts, s'il y avait eu plus "d'adultes." Il est difficile de s'imaginer qu'après avoir commencé, qui plus est par les bombardements effectués par l'Occident puis par l'OTAN, la "révolution libyenne" se fût arrêtée pratiquement là où elle a débuté à l'époque de Margaret Thatcher. Ou qu'elle ait simplement pu avoir lieu, de surcroît avec des bombardements, à l'époque du général de Gaulle. Ou que ces deux choses aient pu arriver à l'époque de Ronald Reagan, de Mao, de Khrouchtchev, de l'Egyptien Nasser... Les pièces sur l'échiquier mondial sont parfois disposées d'une manière très bizarre. Les rois et les reines disparaissent quelque part, et on se retrouve avec des pions. Ce sont des pensées désagréables, mais il est difficile de leur échapper car...

...car toute la seconde moitié de cette semaine est une sorte de dernier "brainstorming" entre l'OTAN et la "coalition libyenne." Les questions sont plus graves les unes que les autres: que faire avec Kadhafi, comment "requinquer" l'Alliance, créer une opposition libyenne, la former, l'armer, la financer? Il s'est avéré qu'au début personne ne semblait y avoir pensé. Et comment obliger les Etats-Unis à quitter le siège arrière de "l'opération humanitaire" pour se remettre au volant? Ou au moins occuper la place du moniteur?

Il reste très peu de temps à jusqu'au 19 avril, qui marquera le mois anniversaire du début de la "répression humanitaire" de Mouammar Kadhafi et de son régime. Mais personne ne connaît la marche à suivre. Et Kadhafi reste en place. D'autant plus que ses positions se renforcent de jour en jour. Et à moins de commettre une erreur fatale (détruire une ville en faisant des centaines de morts), ce qui ne devrait pas être le cas, il restera à Tripoli. Et les lents "bombardements humanitaires" se poursuivront.

Depuis le mercredi 13 avril, l'Alliance est constamment en conférence ou en consultation. Au début, à Qatar s'est tenue une réunion du "groupe de contact" sur la Libye, né en mars lors de la conférence sur la Libye à Londres. Washington n'a même pas pris la peine d'envoyer la Secrétaire d'Etat Hillary Clinton à la réunion ministérielle, ce qui montre à quel point elle était "importante." L'un de ses adjoints la remplaçait et il est reparti sans prendre la peine de rencontrer les journalistes.

Au Caire, la 14 avril, la Ligue des Etats arabes, l'Union africaine et la Haute représentante de l'Union pour les Affaires étrangères Catherine Ashton se sont entretenu avec le Secrétaire général de l'ONU Ban Ki-moon. La veille, les "rebelles" ont rejeté le "plan africain de règlement du conflit", qui ne prévoyait pas d'évincer Kadhafi du pouvoir. C'était donc également une perte de temps inutile.

Le mercredi 13 avril, avant la réunion du Conseil de l'OTAN au niveau des ministres des Affaires étrangères à Berlin, le premier ministre britannique David Cameron s'est rendu d'urgence à Paris pour rencontrer le président français Nicolas Sarkozy. Et les 14 et 15 avril, l'OTAN devrait décider à Berlin ce qu'il faut faire avec la Libye, Kadhafi et les "rebelles errants" de ville en ville. Faut-il les armer, les financer, les former, et est-ce que cela va à l'encontre des résolutions du Conseil de sécurité des Nations Unies sur la Libye?

Il faut dire tout de suite que cela va à l'encontre des résolutions. Bien qu'il existe des avis différents à ce sujet. Paris, Londres et le Qatar sont clairement en faveur de l'approvisionnement en armes, du financement des troupes rebelles, de la vente du pétrole libyen (le Qatar s'en occupe déjà), de l'utilisation des fonds bloqués du régime libyen pour financer les attaques contre Kadhafi.

Même l'Allemagne doute qu'il soit possible d'interpréter aussi librement la résolution 1973 du Conseil de sécurité des Nations Unies. Et même le Secrétaire général de l'OTAN Anders Fogh Rasmussen n'en est pas convaincu.

L'OTAN sans pivot n'est plus l'OTAN

Mais Sarkozy et Cameron insistent. Bien que l'approche du premier ministre britannique soit plus habile par rapport à la rigidité de Sarkozy. Londres estime qu'il est possible de fournir des armes, mais seulement pour la "protection de la population civile", et pas directement mais via les alliés arabes (le Qatar). On voit tout de même la génétique coloniale très riche de la mentalité britannique.

Lors de la réunion de l'OTAN, Paris et Londres espèrent convaincre les alliés de "bombarder plus", car le "moins" n'est d'aucune aide. Et de faire revenir les Etats-Unis au premier plan. Bien que les Américains aient déjà fait comprendre que c'était impossible. En fait, les Américains ne se sont pas retirés définitivement de la partie militaire de l'opération. Le Pentagone a reconnu le 13 avril que les avions de neutralisation électronique américains accomplissent des missions en Libye et ont effectué plusieurs bombardements. Mais c'est très loin des 70% de tous les bombardements de l'OTAN accomplis par les Etats-Unis avant le transfert de la coordination totale des opérations à l'OTAN. Obama a déjà tellement investi (militairement et politiquement) en Afghanistan et en Irak, qu'il ne peut plus se le permettre en Libye. Et il existe peu de chances de le convaincre de revenir en arrière.

Ainsi, Sarkozy et Cameron doivent actuellement éprouver un terrible sentiment de solitude et d'humiliation. Cela arrive généralement aux enfants auxquels on dit qu'ils se mêlent de ce qui ne les concerne pas et qu'ils vont le regretter, et en fin de compte cela se termine précisément de cette manière. Ce qui est fait est fait et il est impossible de le corriger. Et la "classe" (l'OTAN) presque toute entière tourne le dos à Cameron et à Sarkozy. Alors que le président français était le promoteur le plus ardent des bombardements contre Kadhafi.

Et il ne s'agit pas du fait que la Grande-Bretagne et la France n'ont pas suffisamment d'avions, de missiles, de navires ou d'autre matériel militaire, de pilotes, d'expérience des opérations militaires, etc. Le fait est que lorsque les Etats-Unis décident subitement de passer sur le "siège arrière" de l'OTAN, il s'avère que le pivot de toutes les coalitions et de leur efficacité disparaît avec eux.

C'est comme si les adultes décidaient d'asseoir au volant des enfants sur une route dangereuse et d'inviter des amis à faire une balade. Qui prendrait le risque?

Le BRICS aurait évité l'intervention

Hormis les informations déplaisantes dans les arènes internationales lointaines, on assiste à des événements notables, dans le contexte desquels tout ce qui se produit autour de la Libye paraît de plus en plus "incongru." Sur l'île chinoise de Hainan, les dirigeants du Brésil, de la Russie, de l'Inde, de la Chine et de l'Afrique du Sud semblent avoir officialisé leurs nouvelles relations au sein de l'alliance BRICS.

Comme l'a annoncé le président russe Dmitri Medvedev, le problème de la Libye doit être réglé seulement par des méthodes politiques et diplomatiques.

Tous les pays du BRICS font partie du Conseil de sécurité des Nations Unies, et la Russie et la Chine, qui sont membres permanents, y ont le droit de veto. A Hainan les cinq pays ont annoncé dans une déclaration spéciale qu'ils se prononçaient en faveur de la "nécessité d'une réforme globale de l'ONU, y compris du Conseil de sécurité." Lors du sommet, la Russie et la Chine ont confirmé "l'importance qu'elles [accordaient] au statut de l'Inde, du Brésil et de l'Afrique du Sud dans les affaires internationales" et qu'elles "[comprenaient] et [soutenaient] leur aspiration à jouer un rôle plus important au sein de l'ONU." L'Inde, le Brésil et l'Afrique du Sud sont proposés à titre de membres permanents du Conseil de Sécurité de l'ONU. On parle depuis longtemps de l'extension du nombre des membres permanents à 10-15 pays.

Une "deuxième Libye" serait peu concevable avec de tels alliés de la Russie au sein de l'ONU.

L'opinion de l'auteur de coïncide pas forcément avec la position de la rédaction .

16 Avril

<http://fr.rian.ru>

6 Courrier des lecteurs & trouvé sur le net & témoignage

Ndlr : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage toutes les analyses des auteurs mais doit être vu comme information.

6-1 Non à l'engrenage militaire ! Arrêt des bombardements, Cessez-le-feu.

Oui aux solutions politiques.

L'évolution de la situation en Libye suscite une très vive inquiétude.

Nous sommes de nouveau face à une grave et dangereuse aventure guerrière.

Nous sommes pleinement solidaires des mouvements populaires en Libye, en Tunisie, en Egypte, dans l'ensemble de la région, pour la démocratie, l'égalité et la justice sociale. C'est un souffle d'espoir extraordinaire pour les peuples du monde entier.

Le peuple libyen est confronté à une répression brutale et meurtrière de la part du régime de Kadhafi. Cependant, ni la « protection des civils », ni la prétention à exporter la démocratie ne peuvent légitimer des bombardements qui font de nombreuses victimes, en particulier civiles.

De plus, la pratique du deux poids, deux mesures qui prévaut dans le traitement des conflits et dans la réponse aux répressions de civils au Maghreb, en Méditerranée et au Proche-Orient, est d'une inégalité flagrante.

Il est urgent maintenant de trouver une voie politique, diplomatique et de maintien de la Paix, susceptible d'apporter une issue durable et juste, et de permettre au peuple libyen le libre choix de son avenir dans le respect de l'intégrité territoriale du pays.

Quelle que soit l'appréciation que nous portons sur la résolution 1973 de l'ONU, nous affirmons que d'autres solutions non-militaires sont possibles et nécessaires.

C'est pourquoi nous exigeons dans l'immédiat :

- * l'arrêt des bombardements et le retrait de l'OTAN

- * l'engagement d'initiatives politiques, notamment de la France et de l'Union européenne, pour l'établissement d'un cessez-le-feu multilatéral.

- * la mise en place internationale et régionale d'un strict embargo sur tous les armements, de sanctions notamment financières, et l'engagement de poursuites judiciaires contre les dirigeants du régime de Kadhafi responsables de crimes envers le peuple libyen

Nous appelons l'opinion publique à multiplier les initiatives et les débats citoyens, pour porter le plus largement possible ces exigences, afin de stopper l'engrenage dangereux vers lequel nous refusons d'être entraînés, et que cesse au plus vite la double peine infligée au peuple libyen.

Paris, le 30 mars 2011

ACCA - ANECR - Appel des Cent pour la Paix - AFASPA - AAW France – ARAC – CAAC Comores - Centre quaker international – Collectif des iraniens contre la guerre - COT - DIDF - Droit solidarité - Enjeu-Les Pionniers – EPP - Femmes Egalité – Femmes solidaires - Gauche unitaire - Les Alternatifs - Le Mouvement de la Paix - Ligue internationale des Femmes pour la Paix et la Liberté – MJCF - MRAP – MIR – PCF - Réseau des acteurs de la culture de la paix de la Seine Saint Denis - Réseau franciscain Gubbio - Union pacifiste

6-2 Manifestation anti-guerre, aux Etats-Unis -.

Des milliers de militants ont participé à une manifestation, samedi, dans les rues de New York, appelant le gouvernement à retirer les troupes d'Irak, d'Afghanistan et de Libye, et à réorienter les recettes financières, afin d'aider les Américains à retrouver un emploi. Ils ont, également, exprimé leur opposition aux nouvelles guerres lancées par les Etats-Unis, en Libye et dans d'autres pays de la région. Les manifestants ont exprimé, aussi, leur indignation, quant à l'élargissement de la guerre américaine au Pakistan. A ce propos, Sarah Flounders, la Directrice du centre d'Action internationale, a déclaré, dans un entretien avec la radio anglophone iranienne, que le peuple américain souhaitait l'instauration de la liberté de presse et de la démocratie, dans tous les pays de la région, et qu'il s'opposait à ce que les hommes d'Etat américains détruisent la démocratie, dans ces pays. Tout en critiquant les expéditions militaires américaines, elle a indiqué que le motif de l'intervention militaire américaine, en Libye, était de s'emparer du pétrole de ce pays. "Les Etats-Unis entendent dominer la région, pour avancer leurs propres objectifs politiques et militaires", a-t-elle précisé.

12/04

<http://french.irib.ir/info/international/item/112111-manifestation-anti-guerre-aux-etats-unis>

6-3 Ikram GHIOUA : La voisine d'El Gueddafi raconte.

Croyez-moi que la vie suit son cours normal dans plusieurs régions de la Libye

«On se réunit spontanément autour de la résidence du Colonel pour la protéger des bombardements: c'est notre message à la démocratie des bombes.»

Quelle est la véritable situation qui règne actuellement en Libye soumise à un déluge de feu que «crachent» les forces de l'Otan? Peut-on nous contenter uniquement des images travaillées, relookées et prêtes à la consommation diffusées en boucle par les télévisions étrangères? Ou alors, existe-t-il d'autres points de vue, des réalités autres que celles qui nous parviennent des chaînes de télévisions occidentales particulièrement hostiles au colonel El Gueddafi?

Sana Ali Al Nadjar, une citoyenne libyenne qui habite à un jet de pierre de la résidence d'El Gueddafi, à Tripoli, apporte une autre vision de la situation dans son pays. Dans un témoignage exclusif à L'Expression elle raconte: «Je suis effarée par ce qu'on raconte comme mensonges sur mon pays, croyez-moi que la vie suit son cours normal dans plusieurs régions de la Libye, y compris à Tripoli», cela malgré les bombardements de l'Otan qui choisit la nuit pour mener ses raids.

«Pourquoi ces chaînes qui prétendent être des médias professionnels ne filment-elles pas toutes les vérités sur ce qui se passe

réellement sur le terrain?», s'interroge cette Libyenne qui travaille dans le secteur de l'enseignement. Taraudée par ce que colportent les télévisions étrangères sur son pays, Sana Ali se demande: «Pourquoi ces télévisions refusent de diffuser les images horribles de victimes mortes sous les bombes de l'Otan?»

Sana Ali dénonce ainsi la partialité de ces médias étrangers donneurs de leçons d'objectivité. «Pourquoi ignore-t-on la cruauté de la rébellion quand elle s'amuse à mutiler des corps de policiers? Comment peut-on prétendre être impartial, professionnel et juste?» s'indigne-t-elle. Ce sont autant de questions qui dérangent cette Libyenne âgée de 30 ans. Pour elle, le choix des Libyens est fait malgré cette guerre militaro-médiatique contre son pays. «La majorité des Libyens soutiennent El Gueddafi et nous sommes prêts à mourir pour lui.» «Vous voulez des preuves?» questionne-t-elle.

Elle pousse un long soupir et ajoute: «Vous savez ce qui se passe la nuit à Tripoli? Toute la population se réunit spontanément autour de la résidence du colonel El Gueddafi pour empêcher les forces aériennes de l'Otan de la prendre pour cible, c'est notre message à la démocratie des bombes.» Sur la question des opérations militaires menées par les forces d'El Gueddafi, notre témoin souligne que «certains raisonnements sont franchement absurdes. Quand quelqu'un vient pour vous tuer, vous faites quoi? Vous vous défendez, n'est-ce-pas? C'est exactement ce qui se passe et c'est la logique qui veut ça, il faut se défendre, les forces du colonel interviennent pour nous défendre.» Rejetant dans le fond et dans la forme l'information selon laquelle il y a une crise alimentaire qui sévit en Libye, Sana Ali Al Nadjar affirme avec fierté que les choses essentielles ne manquent pas aux Libyens. «Je vais vous dire mieux, et c'est une réalité, que si on veut la vérifier, on constatera aussitôt l'hypocrisie étrangère. Les cartons qui contiennent logiquement des médicaments, sont pleins de munitions et de missiles qu'on introduit directement vers la région de l'est de la Libye, plus exactement à Benghazi sous prétexte d'aides humanitaires», témoigne-t-elle, ajoutant que les étrangers ont réussi à couper l'est de la Libye de l'Ouest.

Ces vérités ne sont pas révélées au monde, car les médias internationaux se contentent de diffuser des images filmées par téléphone, qu'ils peuvent eux-mêmes monter et sans vérification et ce sont des images transmises pour détourner l'opinion internationale, dans l'objectif de satisfaire les tendances des plus forts, lance notre témoin. «La vérité n'est pas forcément ce qu'on voit, mais ce qu'on vit», a-t-elle déclaré.

Ikram GHIOUA

7/04/2011

<http://www.lexpressiondz.com/article/2/2011-04-17/88385.html>

7 Analyse - Géopolitique et stratégie – Réflexion

Ndlr : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage toutes les analyses des auteurs mais doit être vu comme information

7-1 Comaguer: « Affaires » libyennes.

La guerre de Libye qui semble maintenant s'installer dans la durée a laissé apparaître de nombreuses divergences au sein d'une coalition à géométrie éminemment variable. Ces divergences dans la stratégie comme dans les objectifs ne font que refléter l'instabilité et la dureté des rapports entre alliés, rapports reflétant une crise économique à laquelle n'échappe aucun d'entre eux.

Cas classique d'exacerbation des contradictions inter-impérialistes qui n'est pas sans rappeler la période ayant précédé l'éclatement de la première guerre mondiale.

Une des ces contradictions a été mise à jour par un journaliste italien Franco Bechis qui, à la fin du mois de Mars, a publié deux articles comportant d'intéressantes révélations sur les dessous économiques de la politique de la Présidence française vis-à-vis du régime libyen.

La traduction française d'un de ces articles a été publiée par le Réseau Voltaire (1) l'autre publié sur le blog de Franco Bechis (2) (traduction ci-dessous) et constitue un complément indispensable au premier.

Pour commencer qui est Franco Bechis ?

Rédacteur en chef du quotidien Libero, il appartient et se revendique du centre droit.

Dans la conjoncture politique italienne présente il faut comprendre ce positionnement comme celui d'une droite proche à la fois du patronat et du Vatican mais prenant ses distances par rapport à une droite au pouvoir : Berlusconi, Fini, Bossi et consorts divisée, de plus en plus instable et imprévisible et qui ne doit son maintien au pouvoir qu'à l'inconstance de l'opposition parlementaire. Cette droite qui pense en termes de compétitivité, de parts de marché, dont le langage est celui du Capital est évidemment très consciente de la concurrence entre pays impérialistes.

Qu'elle soit très attentive à la politique extérieure du locataire de l'Élysée et qu'elle jette une lumière crue sur ses échecs n'est donc pas pour surprendre.

Quand à partir de 2003 le régime libyen est redevenu fréquentable, les pays européens se sont tous rués sur ce marché longtemps fermé pour cause d'embargo. La France a offert en priorité ses produits habituels : avions de chasse (le fameux Rafale toujours à la recherche d'un client étranger) centrales nucléaires et à en croire les communiqués de la Présidence de la République au lendemain de la spectaculaire visite de Kadhafi à Paris en Décembre 2007, les contrats étaient quasiment signés. Il n'en fut rien et Dassault dut se contenter d'une modeste modernisation de quatre anciens Mirage. Des espoirs avaient également entretenus d'un contrat pour la construction d'un métro à Tripoli mais la Deutsche Bahn appuyée par l'ancien chancelier Schröder l'avait finalement emporté. L'Italie très prompte elle aussi à se réconcilier avec son voisin libyen avait eu quelques

succès : pétroliers d'abord puisque l'ENI était devenu le plus important pétrolier étranger en Libye, industriels ensuite puisque la FINMECCANICA avait conclu un accord de partenariat avec le fonds souverain libyen pour mettre à disposition de l'Etat libyen ses compétences et ses productions en aéronautique et en électronique. FINMECCANICA devait en particulier mettre en place la surveillance électronique des frontières Sud de la Libye pour freiner l'immigration.

Enfin au point de vue du matériel militaire la Russie avait pris la place de la France pour la fourniture d'avions et d'hélicoptères.

Franco Bechis a donc de bonnes raisons de penser que le locataire de l'Elysée tout à sa colère de voir lui échapper tous ces marchés avait dès le milieu de l'année 2010 décidé d'en finir avec le colonel Kadhafi. Il avait trouvé dans l'entourage du Colonel le traître qui prendrait sa place et il ne restait plus qu'à trouver le moment propice au renversement du régime. Il arriva avec les soulèvements tunisien et égyptien La mise à la retraite de Ben Ali et Moubarak permettait d'emboucher les trompettes de la « révolution arabe » (expression de circonstance qui a aujourd'hui disparu du vocabulaire médiatique dominant) et de crier « Au suivant » en installant à Benghazi une équipe hétéroclite bricolée dans d'obscures officines et que l'on présenterait comme un gouvernement. Mais il fallait en même temps tout faire pour garder le bénéfice commercial de la paternité de la guerre de Libye et de la position de premier assaillant – à défaut d'être le premier contributeur aux opérations militaires ce qui est impossible vue la disproportion des moyens entre les Etats-Unis et les autres pays.

C'est là qu'interviennent les céréaliers français (voir article du réseau Voltaire) très présents dans la préparation du complot de Paris telle qu'elle est relatée par Franco Bechis. En effet comme l'Egypte et les autres pays du Maghreb la Libye est un fort importateur de blé et les céréaliers français en étaient les premiers fournisseurs, les céréaliers des Etats-Unis très puissants sur le marché mondial, se « contentant » de monopoliser l'énorme marché du blé égyptien, le premier du monde. Impliquer les céréaliers français dans la préparation du coup d'Etat c'était s'assurer que le nouveau régime libyen ne changerait pas de fournisseur après son installation. Pour les « Rafale » on verrait l'expérience ayant montré que les Etats-Unis avaient jusqu'à présent réussi à empêcher la moindre exportation de cet avion (et ayant par contre accepté qu'il soit adapté pour apponter sur les porte-avions US en cas d'indisponibilité du Charles de Gaulle).

Le déroulement de la guerre de Libye laisse penser que la Perrette Elyséenne risque fort de renverser son pot au lait et ses « amis » coalisés attendent ce moment avec jubilation car tous font déjà la balance comptable prévisionnelle des dépenses certaines de la guerre et des futures recettes éventuelles pour la reconstruction du pays et ont certainement sélectionné d'autres remplaçants de Kadhafi que celui présélectionné par Paris, l'ex chef du protocole Mesnari, « réfugié » à Paris à l'Hôtel Concorde Lafayette.

COMAGUER

(1) <http://www.voltairenet.org/auteur125277.html> l'autre publié sur le blog de Franco Bechis

(2) <http://fbeckis.blogspot.com/2011/03/ma-qual-gheddafi-sarko-ha-dichiarato.html> traduction ci-dessous
12 avril 2011

<http://www.legrandsoir.info/Affaires-libyennes.html>

7-2 Libye, Côte d'Ivoire, Sarkozy : Le « come-back » des neo-cons ?

Les arbres, encore une fois, servent à cacher des forêts. Qui pourra, de bonne foi, ignorer la nature non seulement tyrannique mais même criminelle du régime du Colonel Kadhafi ? Le massacre, en une seule journée, des 1200 détenus dont parle Baudouin Loos dans sa carte blanche de ce 31.03, celles des attentats terroristes contre des passagers innocents de l'aviation civile, les cas des infirmières bulgares et bien d'autres suffisent largement à nous donner le profil de ce tyran, victime, probablement, de perturbations mentales. Mais la question n'est pas là.

La question est que des indices graves semblent indiquer que l'on utilise, plus exactement, que l'on 'rétroactive' ce CV, pour justifier de toutes pièces une intervention qui a très peu à voir avec les massacres contre des opposants désarmés et d'autres motivations 'humanitaires'. L'espace de cette chronique m'oblige à ne mentionner, à ce propos, que l'article de Natalie Nougayrède au journal Le Monde du 11.03 disant que « *les carnages provoqués par des bombardements aériens n'ont pas, à ce jour, été vérifiés* » et aux informations des services de renseignement russes selon lesquels aucun bombardement de populations civiles par l'aviation de Kadhafi n'avait pu être vérifié. Comment par ailleurs expliquer que, dans un monde où le plus petit coin d'une ruelle est sous l'œil des satellites, les services occidentaux, toujours si prêts à susciter nos compassions par une profusion d'images n'en ont produit aucune montrant ces méchants bombardements kadhafistes contre des populations civiles ?

Quant aux motivations humanitaires, toujours aussi compassionnelles, comment ne pas être ébranlé par la révélation du même quotidien français lorsque sa correspondante, Nathalie Guibert nous informe que « *les forces interventionnistes ne touchent pas la marine libyenne parce qu'elle sera utile pour faire barrage aux immigrés dans le 'post-kadhafi'* » ? (Le Monde, 31.03). Pour ce qui est des opposants désarmés, le doute s'impose lorsqu'on apprend que le 18 mars un avion de chasse abattu à Benghazi et que l'on croyait du dictateur appartenait en réalité aux insurgés. Et que des médias si peu suspects de kadhafisme comme The Telegraph, The Wall Street Journal ou la BBC informaient, des semaines avant la décision du Conseil de sécurité des Nations Unies, que des commandos armées occidentales se trouvaient déjà en territoire libyen. Plus près de nous, le 'Canard Enchaîné', dans un article titré « *Fournitures gratuites aux insurgés libyens* », informait le 9 mars, (soit 9 jours avant la résolution du Conseil de sécurité autorisant l'usage de la force) que des opérations militaires franco-anglo-américaines se déroulaient déjà sur le terrain. Ce journal récidive trois jours plus tard, en nous apprenant que la DGSE

— le service de renseignement et d'action extérieur français — « *aurait livré discrètement à Benghazi, dès la mi-mars, quelques canons de 105 mm et des batteries antiaériennes mobiles* ».

Comme si toute cette démonstration d'aventurisme de tout genre était insuffisante, voilà que le couple Sarkozy - Ban-ki Moon se lance dans une opération encore plus douteuse dans le contexte des élections en Côte d'Ivoire. Avec un empressément digne des meilleures causes, le second ordonne à son représentant sur place de valider l'élection du candidat Ouattara, ami personnel du premier. C'est ainsi que, dûment entouré par les ambassadeurs de France et des Etats-Unis, ce fonctionnaire décide que Ouattara est le vainqueur malgré de très lourdes et sérieuses contestations. Le Français Alberto Bourgi, professeur du droit public et africaniste reconnu, s'étonnait à la radio française ce vendredi 01.04 de cette curieuse célérité.

Sauf que ce sont toujours des arbres pour cacher la forêt. Encore une fois, le problème semble un peu moins altruiste que le droit humanitaire ou le sacro-saint principe du respect des urnes qui tirent les ficelles de la gestion du dossier ivoirien. Il se fait que le Président Gbagbo avait osé envisager de ne pas limiter aux seuls capitaux occidentaux les perspectives d'investissement dans son pays, mais les ouvrir aussi aux Chinois et aux Indiens. Pire encore, il avait des plans pour faire de la commercialisation du cacao, jusqu'alors dans les mains d'une grosse multinationale, un service public contrôlé par l'Etat, avec la participation des petits producteurs organisés en coopératives. Projets fort gênants parce qu'il se fait qu'un des patrons de cette multinationale, la 'Armajaro Trading Inc', Loïc Folleroux, est le propre beau-fils de Ouattara, lequel, en spéculateur habile, venait d'acheter un mois avant les élections 240.000 tonnes de cacao en anticipant une envolée de son cours. Suprême irrévérence, le président Gbagbo se proposait de constituer un système financier essentiellement axé sur une banque publique contrôlée par l'Etat. Projet quelque peu détonnant si l'on considère que son rival Ouattara était l'ancien patron du département Afrique du FMI.

Triste scénario de bien douteuse morale. L'Occident se prépare ainsi, au nom des valeurs humanitaires et de liberté qui sont « les siennes », à sacrer le candidat Ouattara dont la Croix Rouge est occupée à découvrir d'importants chantiers semés par ses troupes dans sa route vers Abidjan. Monsieur Sarkozy joue à l'apprenti sorcier en Côte d'Ivoire, deuxième acte d'une partition qui, après la Libye, viserait l'Iran. Délocalisation aidant, les néo-conservateurs ont déménagé vers l'Élysée ? Tout en cherchant à assurer la réélection du patron, seront-ils en train d'explorer les traits d'une folle sortie de crise ?

<http://www.michelcollon.info/Libye-Cote-d-Ivoire-Sarkozy-Le.html>

7-3 Mauro Santayana : Le nouveau « manu militari » des vieux dominateurs coloniaux.

Une nouvelle répartition coloniale du monde

L'Europe et les États-Unis avec leur gesticulation envers la Libye [et la Côte d'Ivoire] essaient de revenir au XIXe Siècle, promouvant une nouvelle répartition coloniale du monde. En réalité, il n'y a jamais eu d'indépendance effective des anciennes colonies. Grâce aux artifices du commerce international et surtout de la circulation des capitaux, la dépendance économique et politique des pays périphériques s'est maintenue.

Durant les vingt dernières années avec la globalisation néolibérale, la domination des pays centraux a progressé. Disraeli, le controversé homme d'Etat britannique, avait raison quand il disait que les colonies ne cessent pas d'être des colonies par le simple fait d'être déclarées indépendantes. Cette domination indirecte ne leur suffit pas : elles veulent revenir au statut colonial ouvert à deux battants. A la perception de signes d'insurrection générale des peuples contre l'oppression de ceux qui leur répondent au pouvoir, elles prennent l'initiative de la répression préventive.

La doctrine de la guerre préventive de Bush demeure en vigueur et est actuellement appliquée par la France et la Grande-Bretagne, par délégation de Washington. Les Étatsuniens, bien intentionnés, qui ont voté Obama découvrent qu'ils ne peuvent pas changer le système à travers les processus électoraux. Comme l'avait dénoncé et prévu le grand président républicain Eisenhower – l'un des militaires le plus important du siècle passé - celui qui domine le système c'est le « complexe militaro-industriel », avec sa direction actuellement partagée entre le Pentagone et *Wall Street*.

Le président Obama ressemble, chaque jour davantage, à Bush. Bien que son objectif final soit le même, il s'applique à parler tranquillement à l'Amérique Latine tandis qu'il excite ses alliés contre la Libye, dans un mouvement de reconquête impériale du nord de l'Afrique. Comme Tony Blair dans le cas de l'Irak, Cameron se dispose à faire le sale travail. Selon l'hebdomadaire allemand *Focus*, il y avait déjà en Libye des commandos britanniques quelques

semaines avant l'officialisation de l'alliance.

Le mouvement pour la re-colonisation émanant d'anciennes métropoles, se développe « *pari passu* » à côté de la mondialisation. La réalité est totalement différente : pour maintenir les niveaux de confort et de consommation des pays occidentaux il est nécessaire de disposer de toutes les ressources humaines et naturelles de la périphérie.

L'espace asiatique de pillage s'est réduit pendant ce temps grâce à l'augmentation de la population et de la consommation conformément aux schémas occidentaux- et à la croissance de la Chine. Mais encore il y a le gaz et le pétrole de la Caspienne pour lesquels les États-Uniens cherchent à contrôler l'Afghanistan et menacent l'Iran. Maintenir les sources pétrolifères du Moyen-Orient et du Nord de l'Afrique, c'est leur objectif principal – malgré leur discours hypocrite sur l'environnement... La même hypocrisie est mise en évidence quand ils déclarent qu'ils ne veulent pas toucher à Kadhafi : sa résidence a été attaquée avec des missiles par Obama, de la même façon que l'avait fait Reagan en 1986, tuant une fille du dirigeant libyen. En même temps il leur convient de s'assurer l'approvisionnement de minerais et de denrées alimentaires de l'Amérique Latine et de l'Afrique Noire. Menacés par la pénétration des Chinois sur le continent africain, ils sont disposés à jouer le tout pour le tout, afin de restaurer leur ancienne domination. Et ils ne manquent pas les associés de second rang, les sous-traitants du colonialisme comme sont les Espagnols et les Italiens. Les Espagnols nostalgiques de Carlos V et de Felipe II s'unissent à Obama, à Cameron, à Sarkozy. Il n'y a pas de différences entre Zapatero et Aznar : les deux sont les mêmes, dans leurs efforts pour reconquérir l'Amérique du Sud. Les Italiens sont moins insistants sachant pertinemment que même si Kadhafi tombe, la Libye ne leur sera pas rendue.

Les néocolonialistes essaient de profiter d'une rébellion sans idées, bien que juste, contre la corruption et le pouvoir dictatorial des pays arabes. Mais il n'est pas sûr qu'ils obtiennent un quelconque succès.

Les États-Uniens créent toujours, stimulent et financent les mouvements d'opposition dans l'intérêt de déstabiliser les gouvernements et les systèmes politiques. Nous nous rappelons ces jours de 1964. Nous pourrions nous rappeler toutes les années précédentes, surtout de la période 1945-1954 quand Vargas, élu président du Brésil, a créé les instruments économiques nécessaires au développement indépendant, avec de grandes entreprises publiques. Après la mort du grand président, Juscelino a réussi à se maintenir grâce à l'option politique savante de mobiliser la nation dans des travaux pour une croissance accélérée.

De manière qu'il ne serait pas surprenant que leurs agents et alliés, des pays musulmans ont stimulé le mouvement qui s'est initié en Tunisie de manière apparemment accidentelle. Les jeunes de ces pays étaient insatisfaits de leur vie. Les opportunités de réalisation professionnelle et personnelle leur manquent. Leur liberté est limitée et leurs rêves se meurent devant une société fermée sur elle-même.

Le 21 mars dernier, le *New York Time* a publié un article d'un jeune de 24 ans, collaborateur heureux du respectable « Conseil des Relations extérieures de New York », Matthew C. Klein dans lequel il analyse la situation des jeunes étasuniens et montre que la situation de chômage est similaire à celle des jeunes de pays pauvres et de que leurs rêves se trouvent également limités. Il aurait pu aussi avoir mentionné le désenchantement face à un gouvernement peu attentif à la jeunesse de son pays, avec la corruption parlementaire et avec le comportement indécent des grandes corporations qui sont au commandement de *Wall Street*, face au bellicisme de son pays. Le fait qu'il y a une liberté de la presse et des élections régulièrement ne réduit pas l'absolutisme essentiel du système des États-Unis. Le peuple vote tous les quatre ans, la presse est libre, le système judiciaire fonctionne, bien que la Cour Suprême ne juge pas toujours avec impartialité. Mais malgré cela la liberté, comme dans d'autres lieux, est un bien de marché. Il est nécessaire de l'acheter.

Les droits de l'homme même s'ils sont proclamés dans des déclarations ronflantes, sont aussi violés aux États-Unis et dans les pays qui leur font allégeance. Il suffit de rappeler ce qu'il se passe à Guantanamo, ce qui a été enregistré à Abu Graib et les conditions dans lesquelles se trouve soumis le soldat étasunien Bradley Manning dans la prison de la Marine des États-Unis. Le prétexte selon lequel l'intervention en Libye se fait au nom des droits de l'homme et de la protection des civils est immoral. Et considérée insensée par les parlementaires britanniques eux-mêmes, comme le député Rory Stewart le fait dans un article publié par le **Londres Review of Books** le 18 de ce mois [mars 2011]. Stewart n'est pas un homme de gauche.

Député d'un des réduits traditionnels conservateurs du Nord-ouest de l'Angleterre, celui de *Penrith and the Border*, le parlementaire montre la connaissance du sujet. Il a fait partie des troupes britanniques en Irak et ensuite il a traversé à pied l'Afghanistan, dans le cadre d'un voyage plus long, de 6 mille kilomètres, depuis la Turquie au Népal qui a duré deux ans. Bien que conservateur, Stewart considère comme une erreur la participation de son pays dans les croisades anti-islamiques. Il justifie en partie l'intervention en Yougoslavie, au nom de la protection des populations civiles devant les menaces de génocide – mais il n'est pas d'accord avec les autres. Nous reproduisons quelques passages de son article « **Here we go again** » :

En terminant son article le parlementaire est cependant plus pessimiste et revient sur les prétextes des colonisateurs :

Rory Stewart (est né à Hong Kong, de parents anglais, éduqué en Angleterre) confirme ainsi l'objectif d'un nouveau mouvement colonialiste, d'un nouveau « *manu militari* » des vieux dominateurs. Poursuivis par le manque de pétrole bon marché, ils s'accrochent au passé en cherchant à maintenir leur sécurité et leur orgueil, comme propriétaires du monde.

[Mauro Santayana](#)

Traduction de l'espagnol pour [El Correo](#) de : Estelle et Carlos Debiasi

Mondialisation.ca, Le 13 avril 2011

El Correo

Cette création par <http://www.elcorreo.eu.org> est mise à disposition [El Correo](#). Paris, le 12 avril 2011.

Articles de Mauro Santayana publiés par Mondialisation.ca

Article mis à jour le 17 Avril

Tout individu a droit à la liberté d'opinion et d'expression, ce qui implique le droit de ne pas être inquiété pour ses opinions et celui de chercher, de recevoir et de répandre, sans considérations de frontières, les informations et les idées par quelque moyen d'expression que ce soit.

" **Déclaration Universelle des Droits de l'Homme - Article 19**